

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

AGRICULTURE - 4ÈMES AFFECTATIONS 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 - Fiches projets	13
Annexe 2 - Annexe financière 2023 convention SAFER CPER 2021- 2027	62
Annexe 3 - Convention de transfert IDF Terre de Saveurs	68

EXPOSÉ DES MOTIFS

Affectations en investissement et fonctionnement

Dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte Agricole adopté par délibération n° CR 2018-14 du 31 mai 2018 et du Plan Régional pour une Alimentation locale durable et solidaire (PRA) - L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance adopté par délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021, le présent rapport a pour objet de proposer au vote des affectations en investissement et en fonctionnement.

1. Au titre du dispositif « Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine »

A la suite du lancement de l'appel à manifestation d'intérêt relatif au soutien à l'agriculture urbaine et péri-urbaine, visant l'émergence d'une agriculture située en ville, creuset d'échanges entre la cité et la campagne et destinée à l'approvisionnement des riverains, il est proposé d'affecter une autorisation de programme d'un montant de **377 772,19 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-008 (563008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 563008042 « Agriculture urbaine et périurbaine ».

A cet effet, il convient de transférer un montant d'autorisations de programme de 377 772,19 € au sein du chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », du programme HP 6312-008 (163008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 16300804 « Agriculture urbaine et périurbaine » vers le programme RE 6312-008 (563008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 563008042 « Agriculture urbaine, du budget 2023.

Les fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération

2. Au titre du dispositif « Aide à la Transformation Agro-Alimentaire Francilienne »

Il est proposé d'affecter un montant total de **247 970,17 €** réparti comme suit :

- 212 545,17 € d'autorisations de programme disponibles sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-008 (563008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 563008012 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » ;
- 35 425 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières ».

Les fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération.

3. Au titre de la convention-cadre triennale 2022-2024 entre la région Île-de-France et la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France

Au titre de la convention cadre triennale 2022-2024 entre la région Île-de-France et la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France approuvée par délibération n° CP 2022-245 du 7 juillet 2022, la Région a souhaité s'appuyer sur la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France pour déployer des plans d'actions concourant à la réalisation des objectifs du Pacte Agricole.

Dans le cadre du présent rapport, ce soutien mobilise :

576 229,60 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières » et porte particulièrement sur la mise en œuvre des plans d'actions relatifs aux axes suivants :

- **Axe 1 : « Diversification et structuration des filières agricoles »** pour un montant de 154 812 € ;
- **Axe 2 : « Accompagnement des filières d'élevage franciliennes »** : Soutien à l'élevage francilien et biologique pour un montant de 256 856 € ;
- **Axe 2 : « Accompagnement des filières d'élevage franciliennes »** : Soutien à l'élevage biologique pour un montant de 57 579,20 € ;
- **Axe 3 : « Une agriculture résiliente face aux épreuves »** pour un montant de 12 000 € ;
- **Axe 8 : « Soutien à l'innovation »** pour un montant de 94 982,40 €.

119 116 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301002 « Agriculture péri-urbaine » et porte plus spécifiquement sur les axes suivants :

- **Axe 4 : « Une agriculture francilienne qui préserve ses terres et résiste au mitage »** pour un montant de 99 328 € ;
- **Axe 5 : « Une agriculture plurielle à la fois rurale, péri-urbaine et urbaine »** pour un montant de 19 788 €.

409 650,40 € d'autorisations d'engagement disponibles sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301001 « Agriculture et environnement » au profit de :

- **Axe 6 : « Une agriculture actrice de la transition écologique et énergétique » Agro environnement Climat** pour un montant de 255 692 € ;
- **Axe 6 : « Une agriculture actrice de la transition écologique et énergétique » Diagnostics** pour un montant de 153 958,40 €.

Les fiches projets sont présentées en annexe 1 à la délibération.

4. Convention État-Région-SAFER, dans le cadre du CPER 2021-2027

Dans le cadre du volet territorial inscrit au contrat de plan entre l'Etat et la région Île-de-France pour la période 2021-2027, plus précisément de l'axe « Accompagner les territoires périurbains, ruraux et les pôles de centralité », l'Etat et la Région soutiennent l'action de la Safer de l'Île-de-France. Ce soutien prend la forme d'une convention ayant pour objectifs de favoriser la sobriété foncière, lutter contre le mitage des espaces agricoles et développer une agriculture dynamique et diversifiée sur le territoire francilien.

A ce titre, il est proposé d'affecter en faveur de la SAFER une autorisation d'engagement d'un montant de **300 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-010 (563010) « Actions agri-environnementales », action 563010023 « Agriculture péri-urbaine ».

L'annexe financière pour l'année 2023 et la fiche-projet correspondante sont présentées en annexe 2 à la délibération.

5. Transfert d'activité d'Île-de-France Terre de saveurs

La Région soutient l'association Île-de-France Terre de saveurs, depuis de nombreuses années, en tant qu'organisme associé, dans un esprit de coopération forte au service du développement des filières, des industries agro-alimentaires, et depuis le Pacte agricole régional voté en 2018, en faveur du déploiement de la marque « Produit en Île-de-France » dont la Région est propriétaire.

La dernière convention triennale d'objectifs et de moyens qui lie l'association Île-de-France Terre de saveurs et la Région a été adoptée par délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019. Les objectifs généraux de l'organisme visent à valoriser l'alimentation francilienne, développer une image positive de l'Île-de-France agricole, œuvrer au déploiement des entreprises alimentaires sur le territoire francilien.

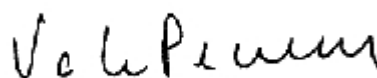
Les synergies ont été encore renforcées depuis septembre 2020, date de l'emménagement d'Île-de-France Terre de saveurs dans les locaux de la Région à Saint-Ouen-Sur-Seine.

Dans ce cadre et afin de renforcer le déploiement des missions liées aux politiques régionales de l'agriculture et de l'alimentation, la Région a émis le souhait d'internaliser les missions portées par Île-de-France Terre de saveurs dont elle est le principal financeur. En effet, la Région souhaite amplifier les actions au titre du Plan régional de l'alimentation et assurer le déploiement massif de la marque « Produit en Île-de-France », en particulier dans les cantines des lycéens.

Dans cette optique, il est donc proposé de reprendre les activités de cet organisme associé de la Région qui répondent directement aux enjeux de politique régionale en matière d'agriculture et d'alimentation, permettant ainsi des gains en termes de suivi et de coordination avec l'ensemble des autres actions régionales. C'est l'objet du projet de convention de transfert présenté dans ce rapport.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

AGRICULTURE - 4ÈMES AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JOUE du 01 juillet 2014 – 2014/C 204/01) ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le règlement (UE) de minimis agricole n° 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code rural et de la pêche ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-014 du 31 mai 2018 portant adoption du Pacte agricole : un livre blanc pour l'agriculture francilienne à l'horizon 2030 ;

VU la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole : Règlement d'intervention et conventions avec les partenaires ;

VU la délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole – 4^{ème} affectations 2019 ;

VU la délibération n° CP 2020-085 du 04 mars 2020 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole – 1^{ères} affectations 2020 ;

VU la délibération n° CP 2020-341 du 23 septembre 2020 relative à la Mise en œuvre du Pacte agricole – 3^{èmes} affectations 2020 ;

VU la délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021 relative au Plan régional pour une Alimentation locale, durable et solidaire – L'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan Etat-Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-245 du 7 juillet 2022 relative à Agriculture – 4^{ème} rapport 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 relative à Agriculture-Méthanisation – 6^{ème} rapport 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'agriculture et de l'alimentation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-182 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine** », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 377 772,19 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la délibération n° CP 2019-093 du 19 mars 2019 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **377 772,19 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-008 (563008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 563008042 « Agriculture urbaine et périurbaine », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 25 « Alimentation locale et durable », projet 2503 « Agriculture urbaine ».

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Aide à la Transformation Agro-Alimentaire Francilienne** », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 212 545,17 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-341 du 23 septembre 2020 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **212 545,17 €** disponible sur le chapitre 906 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-008 (563008) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 563008012 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits », du budget 2023.

Ces affectations relèvent du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 25 « Alimentation locale et durable », projet 2501 « Aide au développement, à la diversification ».

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Aide à la Transformation Agro-Alimentaire Francilienne** », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 35 425 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2020-341 du 23 septembre 2020 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **35 425 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 1** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 154 812 €.

Affecte en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France une autorisation d'engagement de **154 812 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 2 – Soutien à l'élevage francilien** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 256 856 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **256 856 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 6 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 2 – Soutien à l'élevage biologique** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 57 579,20 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **57 579,20 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 7 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 3** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 12 000 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **12 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 8 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 4** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 99 328 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **99 328 €** disponible sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301002 « Agriculture péri-urbaine », du budget 2023.

Article 9 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 5** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 19 788 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **19 788 €** disponible sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301002 « Agriculture péri-urbaine », du budget 2023.

Article 10 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 6 – Agroenvironnement-Climat** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 255 692 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **255 692 €** disponible sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301001 « Agriculture et environnement », du budget 2023.

Article 11 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 6 - Diagnostics** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 153 958,40 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **153 958,40 €** disponible sur le chapitre 936 « Actions économiques », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-010 (163010) « Actions agri environnementales », action 16301001 « Agriculture et environnement », du budget 2023.

Article 12 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention Chambres - Axe 8** », au financement du projet détaillé en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 94 982,40 €.

Affecte, en faveur de la Chambre d'Agriculture de Région Île-de-France, une autorisation d'engagement d'un montant de **94 982,40 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme HP 6312-009 (163009) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro- alimentaire », action 16300903 « Soutien aux filières », du budget 2023.

Article 13 :

Subordonne le versement des subventions définies aux articles 4 à 12 précités à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 14 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Convention Etat-Région-SAFER (CPER 2021-2027)** », au financement du projet figurant en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 300 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'annexe financière 2023 figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, en faveur de la SAFER, une autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 6312 « Autres », programme RE 6312-010 (563010) « Actions agri-environnementales », action 563010023 « Agriculture péri-urbaine », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 3 « Aménagement durable et cohésion des territoires », sous volet 32 « Fonds friches et convention État-Région-SAFER », projet 3202 « Agriculture périurbaine ».

Article 15 :

Approuve le projet de convention de transfert des activités de l'association « Île-de-France TERRE DE SAVEURS » à la région Île-de-France figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer, sous réserve de son adoption, dans les mêmes termes, par l'assemblée générale extraordinaire de l'association du 12 juillet 2023.

Article 16 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la présente délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Fiches projets

DOSSIER N° EX073784 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - COMMUNE DE COIGNIERES

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-2041481-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	77 723,00 € HT	50,00 %	38 861,50 €
	Montant total de la subvention		38 861,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COIGNIERES
Adresse administrative : PL EGLISE DE ST GERMAIN D'AUXERRE
78310 COIGNIERES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier FISCHER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 12 avril 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture.

Description :

La commune de Coignières, souhaite installer un projet agricole sur le Val Favry, domaine privé de la commune (3ha) et sur deux parcelles. L'objectif est de développer une production de plantes aromatiques et médicinales en agriculture biologique et en circuits courts.

Le soutien régional est sollicité pour :

- l'extension du réseau d'eau
- l'extension du réseau d'électricité ;
- l'installation d'un bâtiment déplaçable pour le stockage du matériel agricole ;
- la création d'une chemin d'accès au bâtiment ;
- la sécurisation d'une parcelle par l'installation d'un portail, de clôtures rigides et clôture à mouton au nord de la parcelle

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- COIGNIERES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, réseaux divers	61 537,00	79,17%
Protections	5 833,00	7,50%
Aménagements divers	10 353,00	13,32%
Total	77 723,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 861,50	50,00%
Autofinancement	38 861,50	50,00%
Total	77 723,00	100,00%

DOSSIER N° EX073794 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - COMMUNE DE VITRY SUR SEINE

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-2041481-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	224 900,00 € HT	22,23 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VITRY SUR SEINE

Adresse administrative : 2 AVENUE YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Pierre BELL LLOCH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 mars 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture

Description :

La commune de Vitry-sur-Seine souhaite implanter un projet agricole sur une réserve foncière de 2,8 hectares, propriété de la ville au sein du parc départemental des Lilas, parc à vocation agricole, classé Espace Naturel Sensible.

Cela se traduit par le programme opérationnel suivant :

- 6 465 m² dédiés à la création de jardins familiaux ;
- Sécurisation de la zone carrière par la création d'un boisement inaccessible au public, avec 430 baliveaux à dominance d'essences comestibles ;
- 9 000 m² de production maraîchère durable, dans une logique de biodynamie, avec une production diversifiée et une distribution locale et enfin des animations pour le public ;
- 1 boisement pédagogique en comestibles (arbres existants)

Le soutien régional est sollicité pour les actions suivantes :

- l'aménagement du site ;
- la création de haies champêtres par le porteur de projet (fruitiers, osiers, fruits à coque...) ;
- la mise en place d'une culture en biodynamie ;
- la conservation de 1 500 m² en prairie naturelle ou semi-naturelle à dominance de vivaces mellifères ;
- la création d'au moins 3 micro-habitats (haies sèches, mares, muret de pierres sèches, prairie...) ;
- la gestion in-situ de l'ensemble des rémanents verts produits sur la parcelle (compostage, paillage, ...).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, réseaux divers	88 600,00	39,40%
Protections	51 600,00	22,94%
Aménagements divers	84 700,00	37,66%
Total	224 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	22,23%
Autofinancement	174 900,00	77,77%
Total	224 900,00	100,00%

DOSSIER N° EX074831 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - COMMUNE DE MONTEREAU-FAULT-YONNE

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-2041481-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	28 284,00 € TTC	50,00 %	14 142,00 €
	Montant total de la subvention		14 142,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTEREAU FAULT YONNE
Adresse administrative : 54 RUE JEAN JAURES
77130 MONTEREAU FAULT YONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur James CHERON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Afin de bâtir un territoire durable et résilient, la commune de Montereau-Fault-Yonne développe depuis de nombreuses années un programme d'écologie urbaine. Ces projets transversaux s'inscrivent au croisement des enjeux environnementaux et du développement social et économique du territoire.

Il s'agit de :

- valoriser un espace de 3,5 ha actuellement en friche ;
- requalifier cette parcelle pour développer une ferme urbaine à vocation écologique, pédagogique et sociale ;
- d'aménager une structure agricole de proximité, alliant production alimentaire et sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Ce projet s'inscrit dans une démarche globale de relocalisation de la production alimentaire pour offrir une alimentation saine et issue de pratiques agricoles durables. Une cuisine centrale à approvisionnement local verra notamment le jour en 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5 000 €.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles	28 284,00	100,00%
Total	28 284,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	14 142,00	50,00%
Autofinancement	14 142,00	50,00%
Total	28 284,00	100,00%

DOSSIER N° EX073774 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - CLINAMEN

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	26 837,38 € TTC	50,00 %	13 418,69 €
	Montant total de la subvention		13 418,69 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLINAMEN

Adresse administrative : 55 AV WALDECK ROCHET
93120 LA COURNEUVE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Sylvie CAPELLE-CLARENS, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture

Description :

Clinamen est une association située à Saint-Denis (93) qui porte de nombreuses activités socio-écologiques, favorisant la transition écologique, la souveraineté alimentaire, sur la base d'un projet d'initiative citoyenne favorisant la démocratie locale. Elle est particulièrement reconnue pour ses activités pastorales, gérant un cheptel d'une quarantaine de brebis, installées dans le Parc départemental George-Valbon de la Courneuve, sur un site classé Natura 2000.

L'association souhaite lancer un programme d'événements, d'animations et des actions de proximité sur le territoire francilien.

L'association sollicite le soutien régional pour les actions suivantes :

- l'achat de matériel pour l'élevage ovin
- la création d'un abri/espace de stockage pour le compost et la fermentation.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements divers	26 837,38	100,00%
Total	26 837,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 418,69	50,00%
Autofinancement	3 418,69	12,74%
Département de Seine-Saint-Denis (Subvention sollicitée)	10 000,00	37,26%
Total	26 837,38	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073785 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - FERME FLORALE URBAINE - LILAS

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	22 702,00 € HT	50,00 %	11 350,00 €
	Montant total de la subvention		11 350,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FERME FLORALE URBAINE - LILAS

Adresse administrative : 108 RUE DE PATAY
75013 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Félix ROMAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ferme Florale Urbaine est une Société par Actions Simplifiées (SAS) de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) créée en 2019 et qui a installé une première ferme florale à Paris en 2019, sur 1200m², dans le but de redonner du sens à la filière horticole.

Le projet consiste à augmenter le nombre de plants produits chaque année et mieux gérer l'entretien du site (pour éviter l'enherbement et produire un paillage de qualité).

Le soutien régional porte sur :

- la création d'une serre-pépinière équipée de façon professionnelle et l'aménagement d'un tunnel avec des tables de cultures adaptées, un système d'irrigation, et les accessoires nécessaires (plaques alvéolées durables, voile d'ombrage, ...)
- l'achat d'une faucheuse-débroussailleuse pour l'entretien.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5 000 €.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Aménagements divers et équipements	22 702,00	100,00%	Région Île-de-France	11 350,00	50,00%
Total	22 702,00	100,00%	Autofinancement	11 352,00	50,00%
			Total	22 702,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis agricole 1408/2013 (publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013), relatif à : Aides de minimis secteur de la production agricole

**DOSSIER N° EX073787 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - ASSOCIATION
PLAINE DE VIE**

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	120 505,23 € TTC	41,49 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE VIE
Adresse administrative : 42 RUE DU CHEMIN VERT
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Claude ROBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Plaine de Vie souhaite développer son activité d'agriculture périurbaine, sur le territoire d'Ezanville et va acquérir un terrain arboricole de 2ha en lisière de ville, afin de développer une activité de production et commercialisation de fruits et légumes. Des ateliers autour du maraichage bio sont également organisés.

Le soutien régional est sollicité pour :

- la rénovation d'un hangar et l'amélioration de son accès ;
- l'installation de 2 chambres froides pour fruits et légumes ;
- l'aménagement d'un petit magasin destiné à la vente locale de produits bio ;
- l'aménagement d'un espace d'accueil du public.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €

Localisation géographique :

- EZANVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Voirie, réseaux divers	24 073,23	19,98%
Aménagements divers	96 432,00	80,02%
Total	120 505,23	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	41,49%
Autofinancement	70 505,23	58,51%
Total	120 505,23	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073789 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - LE PAYSAN URBAIN GRAND PARIS

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	127 000,00 € HT	39,37 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PAYSAN URBAIN GRAND PARIS

Adresse administrative : 14 RUE STENDHAL
75020 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Gérard MUNIER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture.

Description :

Le Paysan Urbain Grand Paris développe sur les réservoirs de Charonne (parcelle de 6 500 m²) une ferme urbaine centrée sur la culture de micro-pousses de fleurs comestibles des productions de plants et fleurs à couper. Des activités pédagogiques sont également organisées.

Cette société souhaite renforcer le modèle économique, environnemental et social de la ferme en complétant ses aménagements actuels pour améliorer son outil productif, développer la vente directe à la ferme et accroître l'attractivité de la ferme.

Le soutien régional porte sur :

- l'aménagement d'une serre chaude d'hiver de 70 m² ;
- l'aménagement d'une pergola en bois de 45 m² avec ombrière pour un espace-vente des plants ;
- l'achat d'une vitrine réfrigérée et des mobiliers pour l'espace boutique ;
- l'achat d'un véhicule électrique pour la livraison de terreau-compost et de plants ;

- l'installation d'une centrale photovoltaïque sur le bâtiment Sud, permettant de couvrir jusqu'à 70 % des besoins énergétiques de la ferme ;
- l'aménagement de 2 pergolas (2 X 25 m2) et 3 treilles en bois ou métal, à végétaliser ;
- la réalisation d'aménagements pour isoler bureaux, vestiaire, cantine et rendre accessible aux PMR le bloc sanitaire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles	4 000,00	3,15%
Aménagements divers	123 000,00	96,85%
Total	127 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	39,37%
Autofinancement	67 000,00	52,76%
Ville de Paris (Subvention sollicitée)	10 000,00	7,87%
Total	127 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073793 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - FLEURS LENTES

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	100 637,93 € TTC	49,68 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLEURS LENTES

Adresse administrative : 69 BD VOLTAIRE
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Léa BIGNON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 15 mai 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture

Description :

Les Fleurs de Sonchamp, à 60km de Paris, dans les Yvelines, est une ferme-école floricole, dédiée à la production de fleurs coupées biologiques, à la formation des floriculteurs de demain et à la recherche horticole.

L'association sollicite un soutien régional pour :

- le financement de la conversion ;
- l'aménagement d'un bâtiment pour accueillir le public à la ferme, dans le cadre d'activités pédagogiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- SONCHAMP

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements divers	100 637,93	100,00%
Total	100 637,93	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	49,68%
Autofinancement	50 637,93	50,32%
Total	100 637,93	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX073802 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - HALAGE

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE

Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture.

Description :

Fleurs d'Halage est une production floricole en milieu urbain qui prend racines sur les 400 m² du "Jardin du curé" de L'Île-Saint-Denis et sur Lil'Ô à raison de 1600 m² de SAU sous serre et 3000 m² en plein champ.

Le projet consiste à développer l'activité de Fleurs d'Halage tout en la rendant plus pérenne sur le plan environnemental et social.

Le soutien régional est sollicité afin de réaliser les opérations suivantes :

- le changement de la bâche de la serre ;
- l'agrandissement de la chambre froide pour stocker les fleurs une fois cueillies pour que leur durée de vie une fois arrivée chez les fleuristes partenaires soit la plus longue possible ;
- l'irrigation au goutte à goutte pour modérer la consommation d'eau et la rendre plus efficace.
- l'installation d'une zone humide et la conception d'un bassin naturel.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 10 000 €.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Agriculture urbaine

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements divers	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	50,00%
Autofinancement	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074830 - Soutien aux projets d'agriculture urbaine et périurbaine - MA SALADE À TOIT

Dispositif : Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine (n° 00001153)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008042- Agriculture urbaine et périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux projets d'agriculture urbaine et péri-urbaine	1 385 000,00 € HT	3,61 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MA SALADE A TOIT

Adresse administrative : 20 VILLA FELIX FAURE
75019 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Grégory SCHEPARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence à réaliser l'opération pour la prochaine saison de culture.

Description :

Ma Salade à Toit est une ferme urbaine dont les activités principales sont la culture maraîchère, la restauration sur place, et la livraison de repas aux entreprises du quartier du Mont d'Est à Noisy-le-Grand. Les produits de la ferme sont récoltés chaque matin et envoyés directement en cuisine où sont préparés des repas qui seront consommés le jour même, ce qui garantit aux légumes une très haute valeur nutritionnelle et gustative.

Il s'agit de faire de la ferme un lieu d'accueil emblématique du quartier ; un espace de réflexion et de débat où les habitants, les usagers, les associations, , ainsi que des spécialistes invités, se réunissent pour aborder des thématiques telles que la résilience, la transition alimentaire et agricole, la place de l'homme dans la nature.

Le soutien sollicité porte sur :

- L'aménagement du site et des zones de culture : serres, bâtiment professionnel, zone de restauration.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Selon les modalités suivantes :

- taux maximum de participation régionale : 50 % ;
- plafond maximum de la subvention régionale : 50 000 € ;
- seuil minimal d'intervention : 5 000 €.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-GRAND

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Soutien aux filières

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles	134 395,00	9,70%
Aménagements divers	1 250 605,00	90,30%
Total	1 385 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	50 000,00	3,61%
Autofinancement	1 290 000,00	93,14%
Département de Seine-Saint-Denis et Grand Paris Grand Est (Subvention à solliciter)	45 000,00	3,25%
Total	1 385 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074074 - Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - CUISINE DE QUALITE

Dispositif : Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT (n° 00001204)

Délibération Cadre : CP2020-085 du 04/03/2020

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008012- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT	302 744,63 € HT	40,00 %	121 097,85 €
Montant total de la subvention			121 097,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CUISINE DE QUALITE
Adresse administrative : 1 RUE COSTES BELLONTE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Pierre VANDEPUTTE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 février 2023 - 5 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

Description :

Face à la saturation de son outil de production historiquement basé dans l'Oise, les dirigeants souhaitent réimplanter à Mantes-la-Jolie (78).

Historiquement basée dans l'Oise, cette société souhaite agrandir son outil de production, à Mantes-la-Jolie (78), afin de pouvoir bénéficier de nouvelles ressources en main d'œuvre (50 embauches prévues) et des approvisionnements frais franciliens (augmentation de 50 % prévues).

Une participation régionale est sollicitée pour :

- l'acquisition d'équipements de production ;
- l'aménagement de locaux pour l'installation d'un nouveau laboratoire de plats cuisinés de 3000 m² destiné à la transformation de fruits et légumes (issus majoritairement de l'agriculture francilienne conventionnelle et bio).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention (volet B), application du taux de 50 % aux dépenses éligibles (HT), dans le respect du plafond de 25 000 € pour le volet B et de 150 000 € pour les volets A et B.

Bonification de 10% car le projet a un approvisionnement issu de l'agriculture biologique

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Projets vente directe et filière locale (aide diversification)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	302 744,63	100,00%
Total	302 744,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	121 097,85	40,00%
Autofinancement	181 646,78	60,00%
Total	302 744,63	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074077 - Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - LES DELICES DE L'OGRESSE

Dispositif : Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT (n° 00001204)

Délibération Cadre : CP2020-085 du 04/03/2020

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008012- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT	217 819,31 € HT	40,00 %	87 127,32 €
	Montant total de la subvention		87 127,32 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES DELICES DE L'OGRESSE
Adresse administrative : 14 IMP SAINT LUCIEN
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Ranwa STEPHAN, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.)

Description :

Les délices de l'Ogresse est une conserverie Bio créée en 2018 produisant des conserves végétales en bocaux.

Cette société souhaite développer les capacités de son outil de production dans de nouveaux locaux situés à Noisy-Le-Sec (93).

La demande d'appui porte sur la création du local et la réalisation d'un nouvel équipement de production adapté.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention (volet A), application du taux de 30 % aux dépenses éligibles (HT), dans le respect du plafond de 100 000 € pour le volet A et de 150 000 € pour les volets A et B.
Bonification de 10 % car le projet a un approvisionnement issu de l'agriculture biologique

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Projets vente directe et filière locale (aide diversification)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	217 819,31	100,00%
Total	217 819,31	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	87 127,32	40,00%
Autofinancement	130 691,99	60,00%
Total	217 819,31	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX074079 - Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - BWAR

Dispositif : Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT (n° 00001204)

Délibération Cadre : CP2020-085 du 04/03/2020

Imputation budgétaire : 906-6312-20421-563008-1700

Action : 563008012- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - INVESTISSEMENT	14 400,00 € HT	30,00 %	4 320,00 €
	Montant total de la subvention		4 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BWAR

Adresse administrative : 39 RUE DE BRETEUIL
78670 MEDAN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Rodolphe MESNARD, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 février 2023 - 5 juillet 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

Description :

BWAR, brasserie créée en 2021 aux Mureaux (78), produit une gamme de bières artisanales aux profils aromatiques complexes.

Elle souhaite mettre au point des recettes à partir d'approvisionnement en céréales uniquement franciliennes, en partie non maltées, et en houblons français (dont 25% de houblon francilien) pour créer une différenciation sur le marché de la bière où les matières premières locales et bio, l'innovation, restent peu valorisées.

L'entreprise sollicite un soutien régional pour réaliser un laboratoire de bières franciliennes innovantes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure "100 000 stages", l'entreprise s'engage à recruter 1 stagiaire, calculé en fonction du montant global proposé au travers du dispositif d'aide à la transformation agroalimentaire francilienne (subvention en fonctionnement et en investissement confondus). Cet engagement est transcrit dans la fiche-projet pour la dotation en fonctionnement n° 23005163.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention (volet B), application du taux de 50 % aux dépenses éligibles (HT), dans le respect du plafond de 25 000 € pour le volet B et de 150 000 € pour les volets A et B.

Localisation géographique :

- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Projets vente directe et filière locale (aide diversification)

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	14 400,00	100,00%	Région Île-de-France	4 320,00	30,00%
Total	14 400,00	100,00%	Autofinancement	10 080,00	70,00%
			Total	14 400,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23003140 - CONVENTION AXE 1 " DIVERSIFICATION ET STRUCTURATION DES FILIERES AGRICOLES " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	309 624,00 € HT	50,00 %	154 812,00 €
	Montant total de la subvention		154 812,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

1) Accompagner les agriculteurs dans leurs projets de Diversification :

- animation du Point Accueil Diversification (PAD)
- organisation de rencontres producteurs acheteurs sous forme d'un salon BtoB (fin d'année ou début 24)
- diffusion des opportunités de diversification

2) Accompagner les agriculteurs dans leurs projets de Filières alimentaires :

- structuration de collectifs d'agriculteurs dont OP ELVEA IDF (viande bovine francilienne et approvisionnement de la Plateforme d'Approvisionnement de la Restauration Scolaire de l'Est Francilien (PARSEF de Provins) ;
- vulgarisation outils au service de la contractualisation et de la commercialisation ;
- développement de partenariats filières (concertations amont-aval) pour conforter les circuits de proximité, dont le volet transformation (chanvrières, miscanthus, noisettes, farine-pain, légumineuses...), la restauration collective (collèges et lycées) et SIQO (Signes d'identification de la qualité et de l'origine) (vigne).

- 3) Accompagner les agriculteurs dans leurs projets d'agritourisme :
- animation du réseau régional « Bienvenue à la ferme » Île-de-France (~130 adhérents) ;
 - développement de l'offre agritouristique francilienne (volets Mangez fermier, Vivez fermier dont hébergement et fermes pédagogiques et événements grand public).
- 4) Produire des références technico-économiques et des analyses/ études de prospective :
- production de données de références pour le conseil (installation et diversification d'ateliers de production) ;
 - analyse de conjoncture et scénarios prospectifs ;
 - veille et analyse de l'évolution des politiques publiques.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50 %

Plafond à 155 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	309 624,00	100,00%
Total	309 624,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	154 812,00	50,00%
Autofinancement	154 812,00	50,00%
Total	309 624,00	100,00%

DOSSIER N° 23003142 - CONVENTION AXE 2 "ACCOMPAGNEMENT DES FILIERES D'ELEVAGE FRANCILIENNES" - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	513 712,00 € HT	50,00 %	256 856,00 €
	Montant total de la subvention		256 856,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour :

- Installer des élevages et favoriser la transmission : accompagnement des porteurs de projets de création d'atelier d'élevage les 2 premières années après installation au niveau technique, des candidats à la reprise sur les aspects techniques, économiques et stratégiques liés à la transmission, invitation des porteurs de projets à des journées techniques et organisation de visites d'élevages ;

- Accompagner les exploitations d'élevage pour améliorer leur développement et leur résilience : accompagnement individuel et collectif pour la maîtrise des coûts de production en élevage, au développement de l'autonomie alimentaire des élevages, des éleveurs pour l'amélioration de la qualité et de la quantité des productions animales sur la base des données génétiques ;

- Renforcer et développer les outils de transformation agroalimentaire à la ferme : accompagner sur le plan technique les projets de création ou de modernisation des ateliers de transformation animale à la ferme et la sécurité sanitaire des outils de transformation à la ferme ;

- Diminuer la pénibilité du métier d'éleveur, lutter contre l'isolement : organiser des journées portes ouvertes et autres événements pour présenter et faire connaître la filière et améliorer l'attractivité du métier, mise en place et animation de réseaux autour d'intérêts communs afin de lutter contre l'isolement et favoriser les échanges entre éleveurs et techniciens ;

- Améliorer la santé et le bien-être animal des élevages franciliens : accompagnement des éleveurs dans l'amélioration du bien-être animal dans leurs élevages, de la santé de leurs cheptels et de la biosécurité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50 %

Plafond à 315 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	513 712,00	100,00%
Total	513 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	256 856,00	50,00%
Autofinancement	256 856,00	50,00%
Total	513 712,00	100,00%

DOSSIER N° 23003143 - CONVENTION AXE 2 " ACCOMPAGNEMENT DES FILIERES D'ELEVAGE BIOLOGIQUES " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	82 256,00 € HT	70,00 %	57 579,20 €
	Montant total de la subvention		57 579,20 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour accompagner :

- les éleveurs franciliens dans l'amélioration de leurs pratiques en matière environnementale et de qualité. Sensibilisation, identification des voies d'amélioration, accompagnement dans les démarches de valorisation et de certification des élevages (agriculture biologique, Haute Valeur Environnementale, Bas carbone, Label rouge) auprès des éleveurs franciliens (bovins, ovins, caprins, volailles, porcs, abeilles) ;
- les démarches de conversion ou d'installation en agriculture biologique en élevage, et ainsi mieux répondre aux attentes des consommateurs ;
- les actions de sensibilisation et conseil technique auprès des éleveurs franciliens : sensibilisation des acteurs des métiers de bouche et de la distribution à la qualité des productions franciliennes et incitation à les mettre en valeur auprès des consommateurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 70 %

Plafond à 315 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	82 256,00	100,00%
Total	82 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	57 579,20	70,00%
Autofinancement	24 676,80	30,00%
Total	82 256,00	100,00%

DOSSIER N° 23003144 - CONVENTION CHAMBRE AXE 3 " UNE AGRICULTURE RESILIENTE FACE AUX EPREUVES " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	24 000,00 € HT	50,00 %	12 000,00 €
	Montant total de la subvention		12 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour les actions suivantes :

Action 1.1 : Mettre en œuvre et animer la cellule régionale REAGIR ayant pour rôle l'accueil, l'information et la prévention auprès des personnes se considérant en difficultés : construire la cellule régionale REAGIR ;

Action 1.2 : Communiquer sur la cellule régionale REAGIR afin d'assurer sa visibilité et détecter les personnes en situations fragiles ;

Action 2.1 : Réaliser les premières consultations par téléphone ou en présentiel pour (i) connaître la personne et prendre la mesure de la situation (ii) orienter vers les interlocuteurs/dispositifs les plus adéquats ;

Action 2.2 : Travailler avec l'ensemble des organisations et structures impliquées dans la gestion des exploitations agricoles (banque, coopératives, centre de comptabilité, centre de gestion, cabinets de notaire, services publics etc.) pour trouver des solutions personnalisées aux situations de chaque exploitant fragilisé et mutualiser l'action avec tous les partenaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50 %

Plafond à 12 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	24 000,00	100,00%
Total	24 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 000,00	50,00%
Autofinancement	12 000,00	50,00%
Total	24 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23003147 - CONVENTION CHAMBRE AXE 8 " SOUTIEN A L'INNOVATION " -
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE**

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	118 728,00 € HT	80,00 %	94 982,40 €
	Montant total de la subvention		94 982,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour :

- l'élaboration de fiches évaluatives pour les solutions testées, diffusables sur le site internet, dans une Newsletter et auprès des conseillers de la Chambre d'agriculture. Autant de relais pour communiquer aux agriculteurs les résultats des tests de solutions innovantes ;
- l'élaboration d'un « showroom » permettant une communication plus structurée et « permanente » des solutions sur la Ferme Pilote Innovation ;
- l'accueil de partenaires, conseillers, institutionnels sur la ferme pilote innovation ;
- le test de plusieurs solutions : Ecorobotix (pulvérisateur haute précision) lauréat des SIMA Awards 2022, raindancer ;
- la participation à une table ronde sur le rendez-vous au champs « innovations technologiques » en Haute Marne ;

- la démonstration de l'utilisation Ecorobotix pour les aires de captage en IDF avec le service environnement ;
- la participation aux culturelles sous forme de retour d'expériences ;
- le suivi de la formation MOOC (cours en ligne) Conseil & Innovation en agriculture pour mieux accompagner les tests innovations auprès des conseillers, agriculteurs et entreprises ;
- perpétuer la veille « Innovation » à destination des agriculteurs franciliens et conseillers terrains.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nb jours x coût jour + frais annexes

Taux : 80 %

Plafond à 95 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	118 728,00	100,00%
Total	118 728,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	94 982,40	80,00%
Autofinancement	23 745,60	20,00%
Total	118 728,00	100,00%

DOSSIER N° 23005163 - Aide à la transformation agroalimentaire (fonctionnement) BWAR

Dispositif : Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - FONCTIONNEMENT (n° 00001205)

Délibération Cadre : CP2020-085 du 04/03/2020

Imputation budgétaire : 936-6312-65742-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - FONCTIONNEMENT	34 250,00 € HT	50,00 %	17 125,00 €
	Montant total de la subvention		17 125,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BWAR

Adresse administrative : 39 RUE DE BRETEUIL
78670 MEDAN

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Rodolphe MESNARD, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 24 février 2023 - 5 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

Description :

Cette brasserie créée en 2021 aux Mureaux (78) produit une gamme de bières artisanales aux profils aromatiques complexes.

Elle souhaite mettre au point des recettes à partir d'approvisionnement en céréales uniquement franciliennes, en partie non maltées, et en houblons français (dont 25 % de houblon francilien) pour créer une différenciation sur le marché de la bière où les matières premières locales et bio, l'innovation, restent peu valorisées.

L'appui régional porte sur du conseil pour adapter les matières premières franciliennes aux procédés existants et pour optimiser une expression gustative spécifique de chaque matière première dans les bières artisanales valorisant ainsi le terroir d'Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention (volet B), application du taux de 50 % aux dépenses éligibles (HT), dans le respect du plafond de 25 000 € pour le volet B et de 150 000 € pour les volets A et B.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de conseil en procédés et recettes	34 250,00	100,00%
Total	34 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île de France	17 125,00	50,00%
Autofinancement	17 125,00	50,00%
Total	34 250,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23005164 - Aide à la transformation agroalimentaire (fonctionnement) - LES DELICES DE L'OGRESSE

Dispositif : Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - FONCTIONNEMENT (n° 00001205)

Délibération Cadre : CP2020-085 du 04/03/2020

Imputation budgétaire : 936-6312-65742-163009-1700

Action : 16300903- Soutien aux filières

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la transformation agroalimentaire francilienne - FONCTIONNEMENT	30 500,00 € HT	60,00 %	18 300,00 €
	Montant total de la subvention		18 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES DELICES DE L OGRESSE
Adresse administrative : 14 IMP SAINT LUCIEN
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Ranwa STEPHAN, Présidente directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 28 février 2023 - 5 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses éligibles liées au projet sont prises en compte à compter de la date de dépôt de la candidature.

Description :

Les délices de l'Ogresse est une conserverie Bio créée en 2018 produisant des conserves végétales en bocaux.

Face à l'évolution de son marché l'entreprise souhaite développer les capacités de son outil de production dans de nouveaux locaux à Noisy-Le-Sec (93).

L'entreprise souhaite être accompagnée dans du conseil technique à la création du nouveau laboratoire et sur sa nouvelle stratégie commerciale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure "100 000 stages", l'entreprise s'engage à recruter 1 stagiaire, calculé en fonction du montant global proposé au travers du dispositif d'aide à la transformation agroalimentaire francilienne (subvention en fonctionnement et en investissement) Cet engagement est pris en considération dans la fiche-projet pour la dotation en investissement n° EX074077.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention (volet B), application du taux de 50 % aux dépenses éligibles (HT), dans le respect du plafond de 25 000 € pour le volet B et de 150 000 € pour les volets A et B.
Bonification de 10 % car le projet a un approvisionnement issu de l'agriculture biologique

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil technique laboratoire et stratégie commerciale	30 500,00	100,00%
Total	30 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 300,00	60,00%
Autofinancement	12 200,00	40,00%
Total	30 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 23003145 - AXE 4 " UNE AGRICULTURE FRANCILIENNE QUI PRESERVE SES TERRES ET RESISTE AU MITAGE " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163010-1700

Action : 16301002- Agriculture périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	198 656,00 € HT	50,00 %	99 328,00 €
	Montant total de la subvention		99 328,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Le soutien régional est sollicité afin de préserver et valoriser l'agriculture francilienne, réduire la consommation des espaces agricoles et naturels, préserver les fonctionnalités des espaces agricoles.

Les actions prévues sont :

- la participation aux échanges, ateliers et réunions dans le cadre de la révision du SDRIF-E (schéma directeur de la région Île-de-France environnemental) ;
- le développement de propositions concrètes pour valoriser et protéger les espaces agricoles ;
- l'organisation de concertations avec les agriculteurs afin d'aider à la conception des orientations du SDRIF-E soutenues et partagées par le monde agricole ;
- le suivi et la participation à l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme ;
- la sensibilisation des acteurs de l'aménagement aux dispositifs de protection des espaces agricoles (documents d'urbanisme, périmètres de protection, intervention foncière) ;

- la participation et la réalisation d'études et diagnostic pour assurer la préservation des fonctionnalités des espaces agricoles, notamment en amont de projets d'aménagement ;
- le développement du partenariat avec les acteurs publics impliqués dans la gestion des espaces agricoles ;
- l'accompagnement du déploiement de diagnostic agricole de qualité dans les rapports de présentation des documents d'urbanisme comme l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts élaborée par l'Institut Paris Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50 %

Plafond à 100 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	198 656,00	100,00%
Total	198 656,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 328,00	50,00%
Autofinancement	99 328,00	50,00%
Total	198 656,00	100,00%

DOSSIER N° 23003146 - CONVENTION AXE 5 "UNE AGRICULTURE PLURIELLE A LA FOIS RURALE, PERI-URBAINE ET URBAINE " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163010-1700

Action : 16301002- Agriculture périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	39 576,00 € HT	50,00 %	19 788,00 €
	Montant total de la subvention		19 788,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Le soutien régional porte sur les actions suivantes :

- promouvoir l'appel à manifestation d'intérêt de la région Île-de-France « dispositif régional de soutien aux initiatives d'agriculture urbaine et périurbaine » auprès des porteurs de projets et des collectivités ;
- développer et animer un réseau de professionnels de l'agriculture urbaine afin d'orienter les porteurs de projet et collectivités vers les acteurs clés ;
- effectuer une veille réglementaire afin d'informer les porteurs de projet et collectivités sur les points réglementaires à respecter, parfois peu connus par certains publics ;
- effectuer un conseil et un accompagnement sur l'agriculture urbaine ;

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50%

Plafond à 20 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût (jours)	39 576,00	100,00%
Total	39 576,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	19 788,00	50,00%
Autofinancement	19 788,00	50,00%
Total	39 576,00	100,00%

DOSSIER N° 23003148 - CONVENTION CHAMBRE AXE 6 " DIAGNOSTICS " - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163010-1700

Action : 16301001- Agriculture et environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	192 448,00 € HT	80,00 %	153 958,40 €
	Montant total de la subvention		153 958,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour permettre aux agriculteurs de mieux connaître leurs exploitations, leurs impacts et les marges d'amélioration environnementale par la réalisation de diagnostics (associés à un accompagnement adapté) :

- diagnostics agro-environnementaux : l'objectif est de faire un état des lieux des différents postes existants sur l'exploitation (le site et le parcellaire) et qui peuvent avoir un impact sur l'Environnement. Le compte-rendu du diagnostic identifie les points faibles à améliorer sur l'exploitation.

- diagnostics certification environnementale : permettre aux exploitants d'évaluer leurs pratiques au regard du référentiel de la certification environnementale des exploitations agricoles pour les trois niveaux de la certification, avec notamment le niveau 3, le plus élevé, dit « HVE » pour « Haute Valeur Environnementale ».

- diagnostics carbone : permettre aux exploitants de calculer leurs émissions de gaz à effet de serre et stockage carbone conformément aux exigences du Label Bas Carbone et d'améliorer leurs pratiques en conséquence.

- diagnostics biodiversité : identifier les points forts et les faiblesses de l'exploitation vis-à-vis de la biodiversité ainsi que les leviers d'amélioration.

- diagnostics haies et agroforesterie : réalisé en amont de l'implantation d'une formation ligneuse du même type. Le diagnostic permet d'identifier les objectifs du porteur de projet, d'analyser les opportunités et contraintes pour proposer lors de la phase de conception, le projet le plus adapté.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 80 %

Plafond à 410 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	192 448,00	100,00%
Total	192 448,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	153 958,40	80,00%
Autofinancement	38 489,60	20,00%
Total	192 448,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005725 - CONVENTION CHAMBRE AXE 6 " AGROENVIRONNEMENT-CLIMAT " -
CHAMBRE D'AGRICULTURE DE REGION ÎLE-DE-FRANCE**

Dispositif : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement) (n° 00000898)

Délibération Cadre : CP2019-093 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 936-6312-65748-163010-1700

Action : 16301001- Agriculture et environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	511 384,00 € HT	50,00 %	255 692,00 €
	Montant total de la subvention		255 692,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAR CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
REGION ILE DE FRANCE

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Organisme Consulaire

Représentant : Monsieur Christophe HILLAIRET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile.

Description :

Il est proposé un soutien régional pour :

- accompagner les changements de pratiques agricoles : ateliers ou animations sur les leviers agronomiques, les innovations (Farmdroid, Hygo, Ecorobotix) et l'adaptation au changement climatique, essais d'innovation chez des agriculteurs, essais sur colza (comportement variétal face aux ravageurs, leviers agronomiques pour l'implantation du colza, test de biocontrôle pour lutter contre le sclérotinia, validation de l'intérêt de la variété tolérante au sclérotinia BRV703) ;
- accompagner les agriculteurs dans l'atténuation des émissions et dans l'adaptation au changement climatique : essai fertilisation azotée sur blé tendre en agriculture de conservation des sols, biostimulants sur blé, essai fertilisation urine sur Maïs, gestion de l'eau (diffusion actualités, suivi études), structuration du marché carbone ;
- favoriser la biodiversité fonctionnelle et remarquable : animation des MAEC biodiversité, sensibilisation et accompagnement à la mise en place de projets d'aménagements agroécologiques ;

- structurer la filière apicole francilienne : promotion de l'Association pour le Développement de l'Apiculture idf (ADA) et conseil apicole ;
- accompagner les agriculteurs dans leurs projets de filières non alimentaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention assimilée grand compte, le bénéficiaire s'est engagé à recruter un nombre global de 11 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :

Nombre jours x coût jour + frais annexes

Taux : 50 %

Plafond à 410 000 €

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	511 384,00	100,00%
Total	511 384,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	255 692,00	50,00%
Autofinancement	255 692,00	50,00%
Total	511 384,00	100,00%

Annexe 2 - Annexe financière 2023 convention SAFER CPER 2021- 2027



CONVENTION ÉTAT REGION SAFER
CONTRAT DE PLAN ÉTAT- REGION ÎLE-DE-FRANCE
2021-2027
ANNEXE FINANCIERE POUR L'ANNEE 2023

ENTRE

L'État, représenté par Monsieur Marc GUILLAUME, Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, domicilié 5 rue Leblanc – 75015 PARIS

ET

La région Île-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional Île-de-France, domiciliée 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-Sur-Seine ;

ET

La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural de l'Île-de-France, représentée par Monsieur Pierre MARCILLE, son Président, domiciliée 19, rue d'Anjou 75008 PARIS, ci-après dénommée le titulaire.

Vu la convention entre l'État, la région Île-de-France et la SAFER signée le 28 novembre 2022 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2022-401 du 10 novembre 2022 ;

Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-182 du 5 juillet 2023 ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE : PARTICIPATION FINANCIERE

Le coût total des actions conventionnées au titre des missions fixées par la convention pour 2023 s'élève à un montant global de 1 308 510 € HT.

L'évaluation détaillée des dépenses envisagées au titre du programme de l'année 2023 figure dans le tableau ci-joint établi par le titulaire et validé par les membres du comité de pilotage le 20 février 2023, comme indiqué aux articles 4 et 5 de la convention.

Le taux de participation de l'État au titre du Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT), programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » - domaine fonctionnel 0112-11-05 « CPER 2021-2027 » et activité 011201020171 « CPER : soutien au développement économique » – est fixé à 33 % pour un montant plafonné à 300 000 €.

Le taux de participation de la Région au titre de sa stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité et du contrat de plan Etat - Région 2021-2027 (Délibération n° CR 2022-046 du 8 juillet 2022), imputés au programme d'actions agri-environnementales relevant du chapitre 936 « Action économique », est également fixé à 33 % pour un montant plafonné à 300 000 €.

L'ensemble des concours publics ne pouvant excéder 600 000 €, la subvention de l'État et de la Région est donc portée à 300 000 € chacun pour l'année 2023.

Fait à Paris en trois exemplaires, le

Le Préfet de la région
Île-de-France,
Préfet de Paris

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

Le Président de la SAFER
Île-de-France

Marc GUILLAUME

Valérie PECRESSE

Pierre MARCILLE

Tableau récapitulatif général - Dépenses prévisionnelles 2023

Tarif horaire : 108,5 €

			2023		
CRITERES D'EVALUATION FINANCIERE			Nombre (unité)	Temps travail unitaire (en h)	Coût total
Type d'outil	Outils mobilisés	Justificatifs des dépenses engagées			
Animation et observation foncière	Accompagnement et conseil	Nombre de réunions par missions	260	8	225 680,00 €
	Traitement du marché foncier	Nombre de notifications reçues et transmises aux partenaires et tutelle (y compris demandes de renseignements complémentaires)	9000	0,5	488 250,00 €
	Conventions de surveillance et d'intervention foncière	Nouvelles conventions signées	15	8	13 020,00 €
		Nombre de préemptions réalisées	200	12	260 400,00 €
Maîtrise foncière	Acquisition	Nombre d'acquisitions amiables	160	8	138 880,00 €
	Rétrocession	Nombre de reventes réalisées	160	8	138 880,00 €
		Nombre de cahier des charges suivis	160	2	34 720,00 €
Gestion et animation de la convention	Gestion et animation	Temps de travail de suivi, animation, synthèse des actions, réunion	10	8	8 680,00 €
TOTAL GENERAL					1 308 510,00 €
Total de la demande de subvention					863 616,60 €
Participation ETAT REGION (66 % des dépenses plafonnée à 600 000 €)					600 000,00 €
Participation ETAT (33 % plafonnée à 300 000 €)					300 000,00 €
Participation REGION (33 % plafonnée à 300 000 €)					300 000,00 €
Prise en charge SAFER					708 510,00 €

DOSSIER N° 23005777 - CONVENTION ETAT-REGION-SAFER 2021-2027

Dispositif : SAFER (n° 00000238)

Délibération Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Imputation budgétaire : 936-6312-65742-563010-1700

Action : 563010023- Agriculture périurbaine

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense pour l'Animation et veille foncière	909 090,90 € HT	33,00 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAFER ILE-DE-FRANCE - SOCIETE
D'AMENAGEMENT FONCIER ET
D'ETABLISSEMENT RURAL

Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU
75008 PARIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Pierre MARCILLE, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le programme d'actions se déroule sur l'année civile

Description :

Dans le cadre de l'axe « Aménagement durable et cohésion des territoires » inscrit au contrat de plan entre l'Etat et la région Île-de-France pour la période 2021-2027, l'Etat et la Région conviennent de soutenir l'action de la Safer de l'Île-de-France.

Le rôle d'opérateur foncier auprès des collectivités territoriales et des acteurs de l'aménagement régional, comme auprès des porteurs de projets agricoles et ruraux, place la Safer dans un rôle de médiateur clé entre le monde urbain et le monde rural. Ce rôle est amplifié par la priorité « Zéro Artificialisation Nette » qui structure le CPER 2021-2027.

Dans ce but, 4 missions stratégiques sont confiées à la Safer :

- favoriser la sobriété foncière en Île-de-France ;
- renforcer l'attractivité et la fonctionnalité des territoires ;
- cultiver une agriculture francilienne dynamique et diversifiée ;
- améliorer les conditions d'exploitation de la forêt francilienne.

Détail du calcul de la subvention :

Taux d'intervention de la Région (à parité avec l'Etat) :

33 % pour les volets "Animation foncière" et "Veille foncière"

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** AMENAGEMENT DURABLE ET COHESION DES TERRITOIRES/Agriculture périurbaine**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en animation et veille foncière	909 090,90	100,00%
Total	909 090,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	300 000,00	33,00%
Etat (Subvention sollicitée)	300 000,00	33,00%
Autofinancement	309 090,90	34,00%
Total	909 090,90	100,00%

Annexe 3 - Convention de transfert IDF Terre de Saveurs

**CONVENTION DE TRANSFERT DES ACTIVITES
DE L'ASSOCIATION « ÎLE-DE-FRANCE TERRE DE SAVEURS »
A LA REGION ILE-DE-FRANCE**

1

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

L'ASSOCIATION LOI 1901 DENOMMEE : « ÎLE-DE-FRANCE TERRE DE SAVEURS »

Publiée au JORF le 31 mars 2007,

Dont le siège se situe au 2, rue Simone-Veil, 93400 SAINT-OUEN

Préfecture de Police N ° 00180061P

N°SIREN 497 743 286

Identifiée au RNA sous le numéro W751180061

Représentée par sa présidente, Madame Valérie Lacroute, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 12 juillet 2023, dont une copie est ci-annexée (ANNEXE 1).

Ci-après dénommée « l'Association »,

D'UNE PREMIERE PART,

ET

LA REGION ILE-DE-FRANCE

Identifiée au SIREN sous le numéro 237 500 079, dont le siège est 2, rue Simone-Veil, 93400 SAINT-OUEN,

Représentée par sa présidente, Madame Valérie Pécresse, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° CP 2023-182 du 5 juillet 2023.

Ci-après dénommée « La Région ».

D'UNE SECONDE PART,

Ci-après désignées chacune une ou la « Partie » et, ensemble, les « Parties ».

Table des matières

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT	3
CONVENTION DE TRANSFERT.....	5
ARTICLE 1 / OBJET DE LA CONVENTION – OBLIGATIONS ESSENTIELLES ..	5
ARTICLE 2 / TRANSFERT DES ACTIFS ET PASSIFS LIES A L'ACTIVITE TRANSFEREES.....	5
ARTICLE 3 / JOUR EFFECTIF DU TRANSFERT – MODALITES.....	7
3.1 / JOUR EFFECTIF DU TRANSFERT – COMPTES DE REFERENCE	7
3.2 / MODALITES DE DEVOLUTION	8
ARTICLE 4 / DECLARATIONS GENERALES	8
4.1 / ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION	8
4.2 / ENGAGEMENTS DE LA REGION	9
ARTICLE 5 / REGIME FISCAL.....	9
ARTICLE 6 / ENGAGEMENTS CONCERNANT LES SALAIRES TRANSFERES..	10
ARTICLE 7 / LOCAUX.....	10
ARTICLE 8 / DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
8.1 / FORMALITES.....	11
8.2 / FRAIS DROITS ET HONORAIRES.....	11
8.3 / ELECTION DU DOMICILE.....	11
8.4 / POUVOIRS.....	11
ARTICLE 9 / INTEGRALITE DE LA PRESENTE CONVENTION	11
ARTICLE 10 / DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE	12
10.1 / DROIT APPLICABLE	12
10.2 / ATTRIBUTION DE JURIDICTION.....	12
LISTE DES ANNEXES.....	13

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La Région soutient l'association Île-de-France Terre de saveurs, depuis de nombreuses années, en tant qu'organisme associé, dans un esprit de coopération forte au service du développement des filières, des industries agro-alimentaires, et depuis le Pacte agricole régional voté en 2018, en faveur du déploiement de la marque « Produit en Île-de-France » dont la Région est propriétaire.

La dernière convention triennale d'objectifs et de moyens qui lie l'association Île-de-France Terre de saveurs et la Région a été adoptée par délibération n° CP 2019-396 du 17 octobre 2019. Les objectifs généraux de l'organisme visent à valoriser l'alimentation francilienne, développer une image positive de l'Île-de-France agricole, œuvrer au déploiement des entreprises alimentaires sur le territoire francilien.

Les synergies ont été encore renforcées depuis septembre 2020, date de l'emménagement d'Île-de-France Terre de saveurs dans les locaux de la Région à Saint-Ouen.

Dans ce cadre et afin d'optimiser les moyens déployés pour mettre en œuvre les missions liées aux politiques régionales de l'agriculture et de l'alimentation, la Région a émis le souhait d'internaliser les missions portées par Île-de-France Terre de saveurs dont elle est le principal financeur. En effet, la Région souhaite amplifier les actions au titre du Plan régional de l'alimentation et assurer le déploiement massif de la marque « Produit en Île-de-France », en particulier dans les cantines des lycéens.

Ainsi, le conseil d'administration de l'association Île-de-France Terre de saveurs du 10 mai 2023 a décidé d'engager une procédure volontaire de dissolution et de transfert de son activité et de ses ressources à la Région Île-de-France.

Ce transfert d'activité, permettant ainsi des gains en termes de suivi et de coordination avec l'ensemble des autres actions régionales, a notamment comme finalité d'intégrer ou de renforcer les missions suivantes, en cohérence avec le souhait de la Région de gérer en propre, l'ensemble des politiques régionales de « la fourche à la fourchette » :

- Accompagner la mise en œuvre du Pacte agricole et du Plan régional pour une Alimentation Locale, durable et solidaire ;
- Identifier, accompagner la structuration et promouvoir les filières, savoir-faire et produits agricoles et alimentaires franciliens, notamment la labellisation des produits régionaux ;
- Valoriser les filières et les produits franciliens, au travers de l'ensemble des canaux de distribution (distribution, restauration commerciale, restauration collective, commerces de proximité, etc.) ;
- Assurer un suivi et une coordination des acteurs des filières agroalimentaires

et artisanales.

Précisément, l'Association a notamment pour objet (ANNEXE 2 – Statuts de l'Association) :

- ☐ Promotion au travers d'actions collectives
 - d'une agriculture durable et des terroirs franciliens en développant une identité positive de l'Ile-de-France rurale et agricole, initiant des actions ou relayant au niveau régional les actions de promotion des différents partenaires, dans un esprit de concertation, de recherche d'effets de synergie et de complémentarité ;
 - des produits, des traditions culinaires, des savoir-faire, des innovations alimentaires et agricoles régionales ;
 - des plantes produites en Ile-de-France ;
 - des produits biosourcés.
- ☐ Qualité et développement des produits agricoles et alimentaires de proximité dont les « bio ».
- ☐ Interface avec les secteurs de la production, des filières de transformation, de la restauration et interface avec les réseaux distribution de manière à répondre à l'attente citoyenne de sécurité et d'approvisionnement de proximité, en s'appuyant sur l'évolution réglementaire et technologique, l'innovation, la qualité et la sécurité des aliments et de la nutrition.
- ☐ Informer sur la provenance et sur l'élaboration des produits du territoire.

Madame Valérie Lacroute, mandatée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juillet 2023 a été autorisé(e) à signer la présente convention.

De son côté, Madame Valérie Péresse, est habilitée, au regard de délibération n° CP 2023-182 du 5 juillet 2023, à signer la présente convention de reprise des activités de l'Association (ci-après, « l'Activité Transférée » ou « le Transfert d'Activité » selon le contexte) aux conditions ci-après établies.

CECI RAPPELE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

CONVENTION DE TRANSFERT

ARTICLE 1 / OBJET DE LA CONVENTION – OBLIGATIONS ESSENTIELLES

La présente convention, dont les annexes font partie intégrante, a pour objet de fixer les modalités du Transfert d'Activité entre l'Association et la Région.

Il relève de la commune intention des Parties que le Transfert d'Activité, des contrats de travail des salariés et celui des actifs et passifs liés à l'Activité Transférée constituent une même opération.

5

ARTICLE 2 / TRANSFERT DES ACTIFS ET PASSIFS LIES A L'ACTIVITE TRANSFEREE

2.1/ Synthèse des actifs et passifs

L'Association apporte à la Région tous les éléments (actifs et passifs), droits et valeurs, sans exception ni réserve, qui sont liés à l'Activité Transférée.

Les éléments actifs et passifs transmis par l'Association sont retenus pour leur valeur nette comptable au 31 mai 2023.

La synthèse de la situation comptable de l'Association est la suivante :

Désignation et évaluation de l'actif apporté	Au 31 mai 2023 en €
Immobilisations corporelles	
Aménagements, installations sur sol d'autrui	--
Installations, mobilier et matériel d'activité	--
Agencements et installations	--
Mobilier/Matériel	6 639 €
Immobilisations incorporelles	
Logiciels informatiques	
Immobilisations financières	
Autres éléments d'actif	Créances clients : 36 038 € Autres : 364 826 €

	Disponibilités : 535 818 €
Comptes de régularisation	
Total de l'actif apporté	943 323 €

Désignation du passif pris en charge par la Région	Au 31 mai 2023 en €
Dettes	dont fiscales et sociales : 95 198 € dont dettes fournisseurs : 32 062 €
Provisions	Provisions pour risques : 113 000 € Provisions pour charges : 93 963 €
Comptes de régularisation	
Total du passif pris en charge	334 223 €

Soit une situation nette (provisoire) de : 609 098 euros.

2.2/ Modalités du transfert et engagements respectifs des Parties

Les Parties décident du transfert à la Région des actifs et passifs suivants, issus de la gestion de l'Activité Transférée par l'Association et en lien avec cette Activité :

- 2.2.1. Les actifs s'entendent des biens meubles corporels et incorporels et des droits de propriété intellectuelle détenus par l'Association liés et nécessaires à l'Activité Transférée (ANNEXE 3 – Inventaire des actifs transférés ; ANNEXE 4 – Liste des marques et noms de domaine transférés).
- 2.2.2. Les passifs comprennent tous engagements de l'Association liés à l'Activité Transférée. A cet égard, la Région bénéficiera sans surcoût de toute augmentation ou amélioration éventuelle des actifs transférés liés à l'Activité. Concomitamment la Région s'engage à supporter toute aggravation éventuelle des passifs de toutes natures liés à l'Activité, en ce compris ceux qui seraient liés aux contentieux en cours au Jour du Transfert, et à les prendre à sa charge, sans recours contre l'Association.
- 2.2.3. Aucun bien immeuble de l'Association ni aucun droit ou obligation afférant à un immeuble ne fait l'objet d'un transfert à la Région. Ainsi, dans la mesure où l'Association est actuellement hébergée par la Région selon convention d'occupation signée le 31 mai 2023 à date d'effet du 27 mars 2023, il n'y a pas lieu à transfert des droits d'occupation des locaux de

l'Association à la Région.

- 2.2.4. Compte tenu du fait que la Région reprend à la fois les actifs et passifs de l'Association liés à l'Activité, ainsi que les contrats de travail et qu'elle s'engage à poursuivre les missions actuellement conduites par l'Association, le Transfert d'Activité ne donne pas lieu à paiement d'un prix.
- 2.2.5. La Région ne reprend pas les conventions en cours au Jour du Transfert conclus par l'Association avec ses fournisseurs et déclare faire son affaire de la conclusion de tout contrat nécessaire à la reprise et à la poursuite de l'Activité Transférée.

Par exception, le bénéfice de la convention de partenariat avec Monoprix est transféré à la Région, à charge pour celle-ci de régulariser si besoin ce transfert dans le respect des règles de la commande publique et de conclure tout avenant qui serait nécessaire (ANNEXE 5 – Convention de partenariat avec Monoprix).

En outre, la Région assurera et bénéficiera (i) de l'exploitation du stand visé dans le contrat conclu avec la société COMEXPOSIUM lors du SIA 2024 (ANNEXE 6 – Contrat SIA 2024) et (ii) de l'exploitation du stand visé dans le contrat conclu avec la société COMEXPOSIUM lors du SIAL 2024 (ANNEXE 7 – Contrat SIAL 2024), étant rappelé que c'est l'Association qui assurera le règlement de toutes sommes dues au titre de ces contrats conformément au premier § du présent article 2.2.5.

- 2.2.6. De son côté, l'Association déclare prendre à sa charge et faire son affaire de la bonne fin et / ou de la résiliation des conventions en cours au Jour du Transfert, en ce compris les éventuelles indemnités à payer aux cocontractants, sans préjudice de l'article 2.2.2.

ARTICLE 3 / JOUR EFFECTIF DU TRANSFERT – MODALITES

3.1 / JOUR EFFECTIF DU TRANSFERT – COMPTES DE REFERENCE

Le Transfert d'Activité et des contrats de travail liés a été décidé par l'Assemblée générale extraordinaire de l'Association le 12 juillet 2023.

Ce transfert prendra effet à compter du **1er septembre 2023 à zéro heure** (ci-après le « Jour du transfert »).

Les comptes de référence utilisés pour le transfert de l'Activité sont les comptes de l'Association arrêtés au 31 mai 2023, étant précisé qu'une situation comptable intermédiaire, arrêtée à la date du Jour du transfert sera établie par l'Association et remise à la Région au plus tard le 20 septembre 2023.

(ANNEXE 8 – Comptes de référence).

A titre indicatif, les comptes de l'Association au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022 figurent en ANNEXES 9 et 10.

3.2 / MODALITES DE TRANSFERT

Les actifs transférés seront remis matériellement à la Région au Jour du transfert.

Les passifs seront à la charge de la Région à compter du Jour du transfert.

ARTICLE 4 / DECLARATIONS GENERALES

4.1 / ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association déclare que :

Elle est propriétaire et gestionnaire des actifs transférés, liés à l'Activité, pour les avoir créés et développés depuis la création de l'Association, soit le 31 mars 2007 (Publication au JORF).

Les actifs transférés sont de libre disposition et notamment ne sont grevés d'aucun privilège, ni inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de créancier nanti.

S'il se révélait des inscriptions, l'Association, s'engage à en rapporter la mainlevée dans un délai de deux mois à compter de la signature des présentes.

L'Association est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et n'a fait l'objet d'aucune mesure susceptible de porter atteinte à sa capacité civile.

L'Association n'a jamais été en état de liquidation judiciaire et n'est pas actuellement soumis à une quelconque procédure de redressement judiciaire, sauvegarde, suspension provisoire des poursuites ou de plan de continuation.

L'Association s'engage par ailleurs à prêter collaboration à la Région durant le temps qu'il lui sera nécessaire pour :

- Lui faire connaître les actifs transférés et lui transmettre tous les éléments en sa possession relatifs à la bonne marche de l'exploitation de l'Activité Transférée, notamment les bases de données des adhérents, les marques, les photos et autre production de contenus (issus notamment de site internet de l'Association) liés à l'Activité transférée ;
- Remettre à la Région, sans délai, toute correspondance ou document qu'elle aurait reçu ayant trait à l'Activité Transférée ;
- Signer tout avenant ou document nécessaire pour le transfert des noms de domaines, et plus généralement des droits de propriété intellectuelle (marques), à la Région, si elle le souhaite ;
- Fournir tous concours, signatures et justifications nécessaires à la régularisation et à la transmission des biens compris dans la présente opération et plus généralement à la bonne finalisation du transfert.

4.2 / ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région prend les engagements suivants :

- 4.2.1. Affecter autant que possible l'ensemble des actifs et passifs à elle dévolus à la même Activité que celle initialement poursuivie par l'Association ;
- 4.2.2. Poursuivre, dans la mesure du possible, les projets et actions de l'Association qui sont en cours, ainsi que les partenariats engagés avec des acteurs / territoires ou des partenaires / réseaux nationaux et européens ;
- 4.2.3. Prendre les biens et droits à elle dévolus, avec tous les éléments corporels et incorporels, y compris les objets mobiliers et le matériel transféré, dans l'état où ils se trouveront au Jour du transfert, sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit contre l'Association, sans préjudice des engagements de l'Association pris à l'article 2.2.6. ci-dessus s'agissant des conventions en cours ;
- 4.2.4. N'exercer aucun recours contre l'Association pour quelque cause que ce soit ayant eu pour effet de déprécier les biens matériels transférés, notamment en ce qui concerne leur usure ou le mauvais état du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens ou leur non-conformité, quelle qu'en soit l'importance ou les conséquences ;
- 4.2.5. Supporter et acquitter, à compter du Jour du Transfert, tous les impôts, contributions, droits, taxes, primes et cotisations d'assurances, redevances d'abonnements ainsi que toute autre charge inhérente à l'exploitation de l'Activité Transférée, sans préjudice des engagements de l'Association pris à l'article 2.2.6. ci-dessus au titre des conventions en cours.

Par ailleurs, les Parties déclarent connaître, au regard des lois et décrets en vigueur, les modalités de fonctionnement de l'Activité Transférée.

ARTICLE 5 / REGIME FISCAL

Le présent transfert constitue une transmission d'une universalité totale des biens liés à l'Activité à titre gratuit entre redevables de la TVA, permettant de poursuivre une activité autonome.

Elle est donc dispensée de TVA ([article 257 bis du Code général des impôts](#) et [BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10-20180103](#)).

Par ailleurs, le Transfert ne donnant pas lieu à une contrepartie financière (et donc par définition celle-ci n'excédant pas 23.000 euros), il n'est pas soumis au paiement de droits de mutation à titre onéreux ([articles 719 et 720](#) du code général des impôts et [BOI-ENR-DMTOM-10-10-30-20120912](#) et [BOI-ENR-DMTOM-10-20-20-20120912](#)).

ARTICLE 6 / ENGAGEMENTS CONCERNANT LES SALARIES TRANSFERES

6.1. Le Transfert d'Activité entre dans le champ d'application [l'article L.1224-3 du code du travail](#).

La Région proposera un contrat de droit public aux salariés de l'Association dans les conditions et délais légaux.

Ce contrat reprendra les clauses substantielles du contrat dont les salariés sont titulaires dans l'Association, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Il respectera les conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Les services accomplis par les salariés au sein de l'Association seront assimilés à des services accomplis au sein de la Région.

En cas de refus des salariés d'accepter le contrat proposé, leur contrat prendra fin de plein droit. La Région appliquera alors les dispositions relatives aux agents licenciés prévues par le droit du travail et par leur contrat.

La liste des contrats de travail en cours des salariés de l'Association affectés à l'exploitation de l'Activité Transférée figure en annexe (ANNEXE 11).

6.2. La charge des congés payés acquis et non pris au Jour du transfert fera l'objet d'une écriture comptable.

6.3. L'Association s'acquittera de toutes les charges sociales dues jusqu'au jour du transfert.

6.4. L'Association devra se mettre en règle, notamment, avec la Sécurité Sociale pour ce personnel et avec les caisses d'allocations familiales, de retraite ou encore avec le Pôle Emploi des lieux où sera exploitée l'Activité Transférée ;

6.5. La Région aura accès, dès la signature des présentes, aux documents concernant les salariés et notamment leur contrat de travail, les documents de paye, les déclarations.

L'Association permettra à la Région de recevoir individuellement chacun des salariés afin de préparer le transfert d'Activité.

6.6. L'Association a porté à la connaissance de la Région le litige social en cours enrôlé devant la Cour d'appel de Paris sous le n° de RG 21/04941 - N° Portalis 35L7-V-B7F-CDZH7, dont la Région prend acte et déclare avoir une connaissance suffisante. Ce litige lié à l'Activité est compris dans le périmètre des engagements de la Région pris à l'article 2.2.2. ci-dessus.

ARTICLE 7 / LOCAUX

Sans Objet – Sujet traité à l'article 2.2.3 ci-dessus.

ARTICLE 8 / DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 / FORMALITES

La Région fera son affaire personnelle, s'il y a lieu, des déclarations et formalités nécessaires dans toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

La Région fera également son affaire personnelle de toute formalité postérieure au Transfert d'Activité objet des présentes, qui serait requise en vue de permettre l'efficacité ou l'opposabilité de la transmission de tous droits.

La Région remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle transférés.

En tant que de besoin, l'Association lui apportera tout concours à ces fins.

8.2 / FRAIS DROITS ET HONORAIRES

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux de leur réalisation seront supportés par la Région.

8.3 / ELECTION DU DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites et pour toutes significations et notifications, les Parties élisent domicile aux adresses indiquées en en-tête des présentes.

8.4 / POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés aux signataires des présentes ès qualité, avec faculté pour eux de substituer :

- à l'effet d'établir tous actes complémentaires, réitératifs ou rectificatifs des présentes, de réparer toutes omissions et, généralement, de remplir toutes les formalités légales et faire toutes significations qui seraient nécessaires.
- En outre, chacun des mandataires ci-dessus constitués est habilité à certifier tout exemplaire de la présente convention.

ARTICLE 9 / INTEGRALITE DE LA PRESENTE CONVENTION

Les articles des présentes constituent l'intégralité de la convention des Parties.

Aucun autre document ne pourra faire naître de nouvelles obligations s'il n'est l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

La présente convention et ses annexes exprimant l'intégralité de l'accord intervenu entre les Parties relativement à son objet, remplacent toutes les propositions, écrites ou orales et toutes autres communications entre les Parties ayant trait au contenu de cette convention, antérieures à la date de sa conclusion.

Les Parties s'accordent sur le fait qu'en cas de contradiction entre les stipulations de la présente convention et les stipulations contenues dans les annexes, la convention prévaudra.

Si une disposition de la convention était tenue pour illégale, invalide ou inapplicable, les Parties devront négocier de bonne foi pour remplacer les dispositions illégales, invalides ou inapplicables par des dispositions valides s'en rapprochant le plus possible.

ARTICLE 10 / DROIT APPLICABLE – JURIDICTION COMPETENTE

10.1 / DROIT APPLICABLE

La présente convention est régie par le droit français.

10.2 / ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tous les différends qui viendraient à naître à propos des présentes, de sa validité, de son exécution ou de son inexécution seront soumis aux juridictions compétentes.

✧ ✧

Fait à Paris

Le, XX

En 2 exemplaires originaux

La présidente de l'Association Île-de-France Terre de saveurs

Madame Valérie Lacroute

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

Madame Valérie Pécresse

LISTE DES ANNEXES

- 1) Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'Association du 12 juillet 2023
- 2) Statuts de l'Association
- 3) Inventaire des actifs transférés
- 4) Liste des marques et noms de domaine transférés
- 5) Convention de partenariat avec Monoprix
- 6) Contrat SIA 2024
- 7) Contrat SIAL 2024
- 8) Comptes de référence
- 9) Comptes de l'association au 31 décembre 2021
- 10) Comptes de l'association au 31 décembre 2022
- 11) Liste des contrats de travail en cours dans l'Association

❏ ❏ ❏

ANNEXE 1

**Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
de l'Association Île-de-France Terre de saveurs du 12 juillet 2023**

ANNEXE 2

Statuts de l'Association

îledeFrance Terre de saveurs

STATUTS

TITRE I : DÉNOMINATION, OBJET, SIEGE ET DURÉE DE L'ASSOCIATION

Article 1 : DENOMINATION

□ Il est formé entre la Région d'Ile-de-France, la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France et l'Association Régionale des Industries Agroalimentaires soussignées et les personnes morales adhérentes aux présents statuts une association dénommée :

«îledeFrance Terre de saveurs», régie par la loi du 1er juillet 1901, le décret du 16 août 1901 et par les présents statuts

Elle a son siège social au 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine

Par simple décision du Conseil d'Administration de l'Association le siège social pourra être transféré à tout autre endroit en Ile-de-France.

Article 2 : OBJET

L'association a trois missions principales :

- Promotion au travers d'actions collectives
 - d'une agriculture durable et des terroirs franciliens en développant une identité positive de l'Ile-de-France rurale et agricole, initiant des actions ou relayant au niveau régional les actions de promotion des différents partenaires, dans un esprit de concertation, de recherche d'effets de synergie et de complémentarité
 - des produits, des traditions culinaires, des savoir-faire, des innovations alimentaires et agricoles régionales
 - des plantes produites en Ile-de-France
 - des produits biosourcés
- Qualité et développement des produits agricoles et alimentaires de proximité dont les « bio »
- Interface avec les secteurs de la production, des filières de transformation, de la restauration et interface avec les réseaux distribution de manière à répondre à l'attente citoyenne de sécurité et d'approvisionnement de proximité, en s'appuyant sur l'évolution réglementaire et technologique, l'innovation, la qualité et la sécurité des aliments et de la nutrition.
- Informer sur la provenance et sur l'élaboration des produits du territoire

Article 3 : MOYENS

Compte tenu des spécificités de l'Ile-de-France, la réalisation de ces objectifs s'étend du court terme au long terme et participe au maintien de la qualité de vie et de l'attractivité de l'Ile-de-France ; les efforts à consentir sont donc compris dans la durée, à la mesure des enjeux.

Pour atteindre ces objectifs, «îledeFrance Terre de saveurs» met en œuvre ou réalise, en concertation avec les acteurs concernés :

- toutes études de perspective, d'expertise et de veille, de nature à mener à bien ses missions ;

- ☐ toutes missions ou prestations de coordination, de concertation ou de gestion de projets, relatives aux filières régionales agricoles et alimentaires ;
- ☐ recensement et coordination des données émanant des secteurs publics, parapublics ou privés existants, de nature à apporter des réponses qualifiées aux problématiques liées à ses missions ;
- ☐ actions tendant à induire le transfert lié à l'évolution réglementaire, technologique et la lutte contre les gaspillages dans le secteur agricole et alimentaire ;
- ☐ actions permettant une meilleure utilisation des connaissances en matière d'innovation, de qualité, de lutte contre les gaspillages et de sécurité des aliments dans le secteur agricole et alimentaire ;
- ☐ actions de promotion régionale, de prospection de projet et de recherche de partenariats ;
- ☐ perception, gestion et mise à disposition éventuelle de financements contractualisés, dans la limite de l'objet social.

Article 4 : DUREE

La durée de l'association est illimitée.

L'association ne peut être dissoute que par décision de l'Assemblée générale extraordinaire.

TITRE II : COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 5 : MEMBRES

Les membres de l'association sont répartis en deux collèges : membres fondateurs et membres actifs :

Les représentants des membres fondateurs et des membres actifs participent à l'Assemblée générale avec voix délibérative.

A – Les membres fondateurs

Les membres fondateurs sont les suivants :

- ☐ la Région d'Ile-de-France ;
- ☐ la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France
- ☐ l'Association Régionale des industries Agroalimentaires.

B – Les Membres actifs

Peuvent être membres actifs de l'association les organismes et personnes morales concernés par la réalisation de son objet et répartis en trois collèges :

1er collège : Les institutionnels et organismes partenaires

- ☐ Les départements et autres collectivités territoriales d'Ile-de-France
- ☐ Paris Région Entreprises
- ☐ le Comité régional du tourisme ;
- ☐ Chambre de commerce et d'industrie de Paris – Ile-de-France
- ☐ la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat d'Ile-de-France ;
- ☐ les organisations régionales ou départementales de promotion de produits alimentaires ;
- ☐ les organismes de recherche/innovation ;
- ☐ les organismes bancaires régionaux.

2ème collège : le secteur de l'agriculture

- ☐ Fédération régionale des coopératives agricoles d'Ile-de-France ;
- ☐ Etablissement régional de l'élevage Ile-de-France ;
- ☐ Fédérations, syndicats, associations et organisations professionnels des différentes filières

3ème collège : le secteur de l'agroalimentaire et de l'alimentation

- ☐ Confédération générale de l'alimentation en détail d'Ile-de-France ;
- ☐ Fédérations, chambres et syndicats professionnels, associations et organisations professionnelles des différents secteurs d'activités ayant compétence sur le territoire régional.

Article 6 : CONSEILLERS PERMANENTS ET CONSEILLERS CONSULTATIFS

A – Les Conseillers permanents

L'association invite à ses Assemblées générales comme conseillers permanents avec voix consultative :

- ☐ Le Président du Conseil économique, social et environnemental d'Ile-de-France ou son représentant
- ☐ Le Directeur régional et interdépartemental de l'agriculture de l'alimentation et de la forêt du ministère de l'Agriculture ou son représentant ;
- ☐ Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant
- ☐ Le Délégué régional à la recherche et à la technologie Ile-de-France du ministère délégué à la Recherche ou son représentant ;
- ☐ Les représentants en Ile-de-France des organismes de recherche nationaux publics non adhérents, en agriculture et agro-alimentaire et notamment un représentant du pôle des sciences du Vivant et un représentant du pôle Hygiène, Qualité et sécurité des Aliments.
- ☐ Un membre de la représentation du CESER des associations de consommateurs

B – Les Conseillers consultatifs

L'association peut, lors de ses Assemblées générales ou Conseils d'administration, s'adjoindre, à titre consultatif, toute personne ou représentant d'un organisme de son choix, désigné par le Conseil d'administration.

Article 7 : ADMISSION – DÉMISSION OU EXCLUSION

MANDAT DE REPRÉSENTANT

Admission

Les demandes d'admission, au sein de l'association, en tant que membre adhérent sont formulées par écrit et signées du demandeur. Elles sont soumises à l'agrément du Conseil d'administration qui se prononce souverainement. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les membres fondateurs et actifs de l'association doivent s'acquitter d'une cotisation dont le mode d'établissement peut être différent :
pour chaque catégorie de membres, fondateurs ou actifs, et pour les membres actifs, suivant leur nature :

. soit instances institutionnelles : organismes consulaires, départements, Comité régional du tourisme, agence régionale de développement ;
 . soit organisations professionnelles, organisations de promotion ou de prescription et organismes bancaires.

Les montants des cotisations sont fixés annuellement par le Conseil d'administration, ils sont payables selon des modalités déterminées par le règlement intérieur au cours de l'année de l'exercice en cours.

Radiation

La qualité de membre de l'association se perd par :

- 1) la démission qui s'effectue par lettre recommandée adressée au président du Conseil d'administration ;
- 2) la radiation prononcée par le Conseil d'administration pour motif grave, après avoir entendu les explications de l'intéressé (défaut de paiement d'une cotisation malgré une mise en demeure, mise en redressement judiciaire ou dissolution, atteinte portée aux intérêts de l'association, ou pour tout autre motif grave).

Les membres cotisants, démissionnaires ou exclus, sont tenus au paiement de la cotisation de l'année en cours et restent responsables des engagements pris préalablement à leur démission ou exclusion. Ils perdent tous droits à l'encontre de l'association et ne peuvent revendiquer nul remboursement des versements de sommes effectués dans leur ancienne qualité de membre.

La dissolution, la démission ou l'exclusion d'un membre, ne met pas fin à l'association qui continue d'exister entre les autres membres.

TITRE III : FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

Article 8 : ORGANES DE L'ASSOCIATION

Les organes de l'association sont :

- o l'Assemblée générale ;
- o le Conseil d'administration ;
- o le Bureau.

Article 9 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Réunion, convocation, présidence

L'Assemblée générale ordinaire comprend tous les représentants membres de l'association à jour de leur cotisation.

Elle se réunit, sur convocation du président du Conseil d'administration, au moins une fois par an, au plus tard dans les six mois suivants la clôture de l'exercice précédent et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration ou à la demande motivée de la moitié de ses membres ayant voix délibérative.

Les convocations indiquent l'ordre du jour et sont adressées par lettre individuelle aux membres au plus tard quinze jours avant la date de l'Assemblée, sauf urgence reconnue.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration. Ne sont traitées en Assemblée générale que les questions inscrites à l'ordre du jour.

L'Assemblée générale ordinaire est présidée par le président du Conseil d'administration ou par un des vice-présidents.

Rôle

Elle délibère sur :

- ☐ le rapport moral du président du Conseil d'administration ;
- ☐ le rapport d'activité de l'association ;
- ☐ la situation financière et morale de l'association ;
- ☐ les comptes de l'exercice clos ;
- ☐ la lecture du rapport du Commissaire aux comptes ;
- ☐ le quitus au Conseil d'administration de sa gestion ;
- ☐ le budget de l'exercice suivant ;
- ☐ le renouvellement, s'il y a lieu, de membres du Conseil d'administration ;
- ☐ la conclusion d'actes ou d'opérations qui excèdent les pouvoirs du Conseil d'administration ;
- ☐ toute autre question inscrite à l'ordre du jour établi par le Conseil d'administration et qui lui est soumise pour délibération.

Elle élit le Conseil d'administration, dans les conditions fixées par l'article 11.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'association.

Composition de l'Assemblée générale et délibérations

L'Assemblée générale de l'association se compose de membres fondateurs et actifs, qui disposent chacun d'une voix délibérative. Chaque organisme désigne ses représentants ainsi que leurs suppléants.

Les voix délibératives sont réparties de la façon suivante :

32 pour les membres fondateurs, ainsi répartis :

- ☐ le nombre de conseillers régionaux est égal à 15, à savoir, le président du Conseil régional ou son représentant, les vice-présidents du Conseil régional en charge, du développement économique, de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation scientifique et technique, et de l'environnement, du développement durable et de l'éco-région, ou leurs représentants, et 11 conseillers régionaux désignés par le Conseil régional. La composition des 15 représentants de la Région Île-de-France est susceptible d'évoluer en fonction de la répartition des compétences déléguées aux vice-présidents par le président du Conseil régional.
- ☐ le nombre de représentants de la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France est égal à 10;
- ☐ le nombre de représentants de l'Association Régionale de l'Industrie Agro-alimentaire est égal à 7.

32 pour les membres actifs, à raison de 14 pour le premier collège, 11 pour le deuxième et 7 pour le troisième collège.

Si le nombre de membres adhérents est supérieur à 32, chacun des collèges élit en son sein ses représentants, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, de manière que chaque famille professionnelle et/ou filière dispose d'au moins un élu.

En cas de partage des voix délibératives, le président du Conseil d'administration a voix prépondérante.

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres ayant voix délibérative est présente ou représentée.

Tout membre peut donner pouvoir à un autre membre de le représenter. Chaque membre présent ne peut détenir plus de deux pouvoirs en sus du sien.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale est convoquée dans un délai de 15 jours au plus tard ; celle-ci délibère sans condition de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité simple des voix délibératives exprimées des membres présents ou représentés.

Mandat de représentant

Le mandat des personnes physiques représentant des personnes morales est lié à la qualité de membre de ces personnes morales et à leur désignation par ces dites personnes.

La durée du mandat des représentants d'une collectivité territoriale est celle de leur mandat électif.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit, il est procédé dans les trois mois au remplacement des membres qui ont cessé de faire partie de l'Assemblée générale par de nouveaux membres désignés selon les mêmes modalités que ceux qu'ils remplacent. Le mandat du nouveau membre expire à la date à laquelle aurait normalement pris fin celui de son prédécesseur. Dans la situation particulière du président, la situation d'intérim est réglée par l'article 15 des présents statuts

Procès-verbal

Il est tenu un procès-verbal des séances, signé par le président et le secrétaire de séance.

Le procès-verbal de chaque réunion de l'Assemblée générale est établi, sans blancs, ni ratures, sur un registre, dont les pages sont numérotées, conservé au siège de l'association.

Article 10 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Les Assemblées générales sont qualifiées d'extraordinaires lorsque les décisions se rapportent à

- o la modification des statuts,
- o la dissolution de l'association,
- o la dévolution de ses biens ou la fusion avec d'autres associations.

L'Assemblée générale extraordinaire se réunit sur convocation du président :

Sur proposition du Conseil d'administration ou à la demande écrite motivée :

- o soit des 2/3 au moins des membres de l'association ayant voix délibérative sur avis motivé,
- o soit du Commissaire aux Comptes (cf art 21).

Dans ces deux derniers cas, l'Assemblée doit avoir lieu dans les trente jours qui suivent la réception de la demande.

Les stipulations de l'article 9 ci-dessus, relatives à la convocation et au fonctionnement de l'Assemblée générale, sont applicables à l'assemblée générale extraordinaire.

Toutefois, les décisions de l'Assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des 2/3 des voix délibératives exprimées des membres présents ou représentés.

Article 11 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un conseil de 34 membres élus au scrutin secret en Assemblée générale par les membres du collège dont ils sont issus, à raison de :

17 représentants des membres fondateurs ainsi répartis :

- ☐ 6 représentants de la Région Ile-de-France, élus au sein des conseillers régionaux membres de l'Assemblée générale ;
- ☐ 6 représentants pour la Chambre d'Agriculture de Région Ile-de-France élus au sein des membres désignés par celle-ci au sein de l'Assemblée générale ;
- ☐ 5 représentants pour l'Association Régionale des Industries Agroalimentaires, élus au sein des membres désignés par celle-ci au sein de l'Assemblée générale.

17 représentants des membres actifs, élus à raison de 8 membres pour le premier collège, 5 membres pour le second collège et 4 membres pour le troisième collège, élus parmi leurs représentants à l'Assemblée Générale.

Chaque administrateur ne peut détenir plus d'un pouvoir en sus du sien.

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Le renouvellement du conseil a lieu tous les quatre ans.

Le mandat de membre du conseil d'administration est renouvelable.

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leurs sont confiées. Des remboursements de frais sur justificatifs sont seuls possibles.

Ils ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt, occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'association pour des marchés de travaux ou de fournitures ou assurer des prestations pour ces entreprises. Ils ne peuvent en aucun cas prêter leur concours à titre onéreux à l'association.

Article 12 : RÉUNION ET DÉLIBÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil se réunit une fois au moins tous les six mois et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart des membres de l'association.

Le Président doit convoquer le conseil dans un délai maximum de quinze jours, lorsque le tiers au moins des membres du Conseil d'administration lui présente une demande motivée en ce sens.

Hormis ce cas, l'ordre du jour est arrêté par le président et peut en cas d'urgence n'être fixé qu'au moment de la réunion. Celui-ci peut comprendre des questions diverses proposées par un ou des membres du Conseil d'administration, à la condition qu'elles soient formulées par écrit au plus tard huit jours avant la date de la réunion.

Les réunions se tiennent en tout lieu fixé dans la convocation.

Il est tenu un registre de présence signé par les membres présents du Conseil d'administration.

La présence de la moitié plus un des membres présents ou représentés est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration nomme à chaque réunion, un secrétaire de séance.

Les délibérations du Conseil d'administration signées par le secrétaire de séance et par le président du Conseil d'administration, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial conservé au siège social de l'association.

Article 13 : ROLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration fixe les orientations annuelles et pluriannuelles de l'Association.

Il administre l'association dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs de l'Assemblée générale. A ce titre, il autorise le président à agir en justice, prend toutes décisions relatives à la gestion et à la conservation du patrimoine immobilier de l'association, à la prise à bail de locaux et aux mesures collectives concernant le personnel.

Il précise les conditions de prises de parts d'intérêts, de participation financière directe et sous forme de prêts ou toutes autres conditions imposées aux établissements auxquels il vient en aide.

Il propose à l'assemblée générale les conditions d'utilisation des ressources de l'association.

Le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Il propose les modifications des statuts.

Article 14 : BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres à la majorité absolue le bureau composé de :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> un président | <input type="checkbox"/> trois vice-présidents |
| <input type="checkbox"/> un trésorier | <input type="checkbox"/> un trésorier adjoint |
| <input type="checkbox"/> un secrétaire | <input type="checkbox"/> un secrétaire adjoint |

Les postes de membres du bureau sont répartis à parité entre les deux collèges des membres fondateurs et actifs. Toutefois, le président et les vice-présidents sont obligatoirement élus parmi les membres fondateurs.

Le bureau règle toutes les affaires qui lui sont renvoyées par le Conseil d'administration, dans la limite des délégations qui lui sont accordées.

Il se réunit et délibère dans les conditions définies par le règlement intérieur.

Le bureau peut inviter toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Article 15 : ROLE DES MEMBRES DU BUREAU

Le président

Le président assisté des membres du Conseil d'administration, préside l'assemblée et présente les rapports sur la gestion du Conseil d'administration et sur la situation financière et morale de l'association.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de l'association, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par les statuts à l'Assemblée générale.

En conséquence :

- Il convoque les assemblées générales et les réunions du Conseil d'administration et en dirige les débats ;
 - Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il en rend compte au cours de la prochaine réunion de l'Assemblée générale ;
 - Il a la capacité d'ester en justice au nom de l'association, tant en action qu'en défense, pour défendre les intérêts de l'association, En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale. Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.
 - S'agissant de la situation particulière du président, en cas de démission, d'empêchement ou de fin de mandat dans sa qualité représentative, l'intérim est assuré par le premier vice-président, qui s'il est lui-même empêché par le second vice-président.
 - La durée de l'intérim ne pourra excéder 6 mois.
 - Il ordonnance les dépenses. Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.
 - Il recrute et licencie le directeur de l'association et fixe sa rémunération ;
- Pour tous les actes de la vie courante de l'association, le président du Conseil d'administration peut donner délégation au directeur de l'association.

Les autres membres du bureau

Le trésorier est notamment chargé sous le contrôle du Conseil d'administration, de la gestion du patrimoine de l'association. Le président peut lui déléguer la signature des instruments de paiement, avec limitation éventuelle de l'importance des engagements.

Il tient une comptabilité régulière des opérations par lui effectuées et rend compte de sa gestion lors de l'Assemblée générale annuelle.

Le secrétaire est chargé notamment de la correspondance, des archives et des convocations aux réunions et assemblées. Il rédige les procès-verbaux des délibérations et assure leur transcription sur les registres. Il tient le registre spécial et assure l'exécution de formalités sur demande du Président.

Le bureau est élu pour quatre ans.

Les fonctions de membre du bureau ne sont pas rémunérées.

Un membre du bureau désigné à cet effet peut représenter l'association à tout organisme national ayant le même objet.

Article 16 : DIRECTION

Un directeur, salarié recruté par le président sur proposition du bureau et validation du Conseil d'administration, assure la gestion courante de l'association et, à ce titre, en rend compte au bureau.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'administration.

Il est chargé de l'instruction préalable des affaires qui sont de la compétence du Conseil d'administration.

Il peut recevoir délégation expresse de signature du président pour les opérations que celui-ci détermine.

Il recrute le personnel et a autorité sur lui. Il peut déléguer sa signature.

Il dispose seul du pouvoir hiérarchique sur le personnel salarié de l'association.

Il assiste, à titre consultatif, aux réunions du Conseil d'administration, du bureau et des assemblées générales, dont il exécute les décisions, sauf pour les questions qui concernent sa situation personnelle.

Article 17 : GRATUITE DU MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leurs sont conférées ; toutefois, le remboursement de frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat peut leur être effectué sur justificatifs vérifiés.

Toute convention intervenant entre l'association et l'un des membres du Conseil d'administration doit être soumise à ratification du Conseil d'administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées à l'alinéa précédent est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec l'association par personne interposée.

Sont également soumises à ratification du Conseil d'administration les conventions intervenant entre l'association et une entreprise ou une collectivité, si l'un des membres du Conseil d'administration de l'association est gérant, administrateur ou directeur général de l'entreprise ou de la collectivité.

Le membre concerné ne peut prendre part au vote en Conseil d'administration lorsque est soumise à ratification du Conseil une des conventions susmentionnées. En cas de non-ratification de ladite convention, son annulation ou la radiation du membre concerné sont prononcées.

Article 18 : COMITE CONSULTATIF

Il est institué un Comité consultatif comprenant des commissions par collège ou thématique relevant de chacun des deux domaines de compétence de l'association : promotion et interface. Il est composé :

- par décision du Conseil d'administration des personnes qualifiées : enseignement supérieur et recherche, développement économique, environnement, tourisme, gastronomie, communication, etc...

- des producteurs, entreprises, industriels, artisans de bouche, restaurateurs adhérents
 - à jour de leurs cotisations - à l'une des structures faisant partie des membres fondateurs ou actifs, ayant participé aux actions de l'association lors des 12 mois précédents et à jour de leurs frais de dossiers et quittances diverses.

Le comité est consulté par le Conseil d'administration sur les orientations et activités stratégiques de l'association conformément à son objet social.

TITRE IV : RESSOURCES ET COMPTABILITÉ DE L'ASSOCIATION

Article 19 : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION, COTISATIONS, ENGAGEMENTS LOCAUX, BIENS ET PERSONNELS MIS A DISPOSITION DE L'ASSOCIATION – FONDS DE RESERVE

Les ressources de l'association se composent :

- ☐ des cotisations de ses membres. Ces cotisations peuvent notamment être acquittées en nature ou mise à disposition de personnel,
- ☐ des subventions, dotations, versées par l'Etat, les collectivités territoriales ou tous autres organismes publics ou privés,
- ☐ des produits de toute nature en rapport avec son objet, dont les frais de dossier à la charge des participants à des salons soutenus par l'association.
- ☐ de toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

Le montant et les modalités de versement des cotisations et les frais de dossier à la charge des bénéficiaires des actions de l'association, sont fixés annuellement par l'Assemblée générale ordinaire lors de la discussion et du vote du projet de budget de l'association.

Article 20 : COMPTABILITÉ

La comptabilité de l'association est tenue conformément au plan comptable général. Son compte de résultats et son bilan sont certifiés par un Commissaire aux comptes.

L'association tient un document à caractère extra-comptable retraçant les engagements de travaux et de recettes constituant la gestion prévisionnelle de son programme d'activité.

Article 21 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de l'association et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

Les Commissaires aux comptes sont nommés par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration.

TITRE V : MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 22 : MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale.

Dans l'un et l'autre cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale, lequel doit être envoyé à tous les membres de l'assemblée au moins quinze jours à l'avance.

Si le quorum n'est pas atteint, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et, cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 23 : DISSOLUTION

L'Assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet. Elle doit comprendre au moins la moitié plus un des membres ayant voix délibérative.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

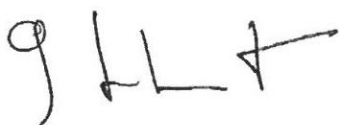
Dans tous les cas, la dissolution est votée à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Ces liquidateurs auront les droits les plus étendus quant à la réalisation de l'actif et au règlement du passif. L'actif net sera attribué à un ou plusieurs établissements poursuivant un but analogue.

Article 24 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le règlement intérieur établi par le bureau et adopté par le Conseil d'administration, fixe les divers points non précisés par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association, au détail de ses missions, au fonctionnement du comité consultatif et aux relations avec les organismes, entreprises et autres entités bénéficiaires à quelque titre que ce soit des missions de l'association.

Fait à Paris, en quatre exemplaires originaux, le 22 septembre 2020



Gérard HEBERT
Président



Denis JULLEMIER
Vice Président

ANNEXE 3

Inventaire des actifs transférés

- Mobilier de bureau

4 armoires fournitures
14 bureaux, 6 panneaux acoustiques
9 fauteuils
8 armoires basses
1 Table de ferme + 10 chaises moutarde
6 chaises blanches
4 caissons à roulettes

- Matériel promotion de la marque

5 Comptoirs IDFood
12 cartons de Sacs shopping luxe
5 Cartons serviettes logotées
Neon
Ballon
Carte en verre
15 Photos géantes
5 Chevalets
4 Etagères blanches
10 PLV carton
8 kakémonos / oriflamme

- Matériel IT

2 iphone SE, 2 samsung galaxy A13, 1 xiaomi 11T
6 stations d'accueil HP

Laptops	Année
5 X ASUS ExpertBook i7(8th) 16Go-476 / 15"	2020
1 X ACER P215-53 i5(11th) 8Go-512 / 15"	2021
3 x ACER P215-53 i5(11th) 8Go-512 / 15"	2021





Ecran	Année
1 X ASUS 27"	2022
2 x ASUS 24"	2022
8 x HP 24"	2020
1 X HP 23"	NA
5 x HP 22"	NA
1 X SAMSUNG 20"	NA

ANNEXE 4

Liste des marques et noms de domaine transférés




Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque		Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
DES PRODUITS D'ICI CUISINÉS ICI (semi-fig)		France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	12.3972288 26 déc 2012	12.3972288 26 avr 2013	Enregistré	26-déc-2032
DES PRODUITS D'ICI CUISINÉS ICI Sélection Ile de France (semi-fig)		France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	12.3972034 21 déc 2012	12.3972034 31 mai 2013	Enregistré	21-déc-2032
FETE DU PATRIMOINE GOURMAND D'ILE-DE-FRANCE (logo)		France	35, 41	09.3647017 27 avr 2009	09.3647017 27 avr 2009	Enregistré	27-avr-2029
ICI, LA CUISINE EST DANS LA RUE (semi-fig)		France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4181715 18 mai 2015	15.4181715 11 sept 2015	Enregistré	18-mai-2025




Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
IdFood 2018 LE CONCOURS DE L' INNOVATION ALIMENTAIRE REGION ÎLE- DE-FRANCE 	France	41	17.4409249 30 nov 2017	17.4409249 23 mars 2018	Enregistré	30-nov-2027
ILEDEFrance TERRE DE SAVEURS (logo) 	France	16, 35, 36, 38, 41, 42, 44, 45	19.4575435 16 août 2019	19.4575435 30 oct 2020	Enregistré	16-août-2029
LA BAGUETTE DES FRANCILIENS (logo) 	France	16, 30, 35	19.4558663 11 juin 2019	19.4558663 04 oct 2019	Enregistré	11-juin-2029
La Fabuleuse Fête du Manger Local	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	13.4025009 30 juil 2013	13.4025009 13 déc 2013	Enregistré	30-juil-2023





Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
La Fabuleuse Fête du Manger Local Paris Ile-de-France	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	13.4025011 30 juil 2013	13.4025011 13 déc 2013	Enregistré	30-juil-2023
MANGEONS LOCAL EN ÎLE-DE-FRANCE (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	13.4023899 25 juil 2013	13.4023899 20 déc 2013	Enregistré	25-juil-2023
	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200171 29 juil 2015	15.4200171 18 déc 2015	Enregistré	29-juil-2025
MANGEONS LOCAL EN ÎLE-DE-FRANCE BIO (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200171 29 juil 2015	15.4200171 18 déc 2015	Enregistré	29-juil-2025
	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200177 29 juil 2015	15.4200177 20 nov 2015	Enregistré	29-juil-2025
MANGEONS LOCAL EN ÎLE-DE-FRANCE DES PRODUITS D'ICI CUISINÉS ICI ILEDEFrance (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200177 29 juil 2015	15.4200177 20 nov 2015	Enregistré	29-juil-2025
	France	29, 30, 31, 32, 33, 43				





Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
MANGEONS LOCAL EN ILE-DE-FRANCE ICI LA CUISINE EST DANS LA RUE ILE-DE-FRANCE (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4181724 18 mai 2015	15.4181724 11 sept 2015	Enregistré	18-mai-2025
						
MANGEONS LOCAL EN ILE-DE-FRANCE ILEDEFrance	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200174 29 juil 2015	15.4200174 20 nov 2015	Enregistré	29-juil-2025
						
MANGEONS LOCAL EN ILE-DE-FRANCE SAVOIR-FAIRE D'ICI ILEDEFrance (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200179 29 juil 2015	15.4200179 20 nov 2015	Enregistré	29-juil-2025
						
MANGEONS LOCAL EN ILE-DE-FRANCE SELECTION DE PRODUITS D'ICI ILEDEFrance (semi-fig)	France	29, 30, 31, 32, 33, 43	15.4200173 29 juil 2015	15.4200173 20 nov 2015	Enregistré	29-juil-2025
						





Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
PLANTES D'ILE-DE-FRANCE 	France	31, 44	12.3904803 12 mars 2012	12.3904803 06 juil 2012	Enregistré	12-mars-2032
SAVEURS BIO PARIS ILE-DE-FRANCE CULTIVE EN ILE-DE-FRANCE (semi-fig) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3879767 06 déc 2011	11.3879767 30 mars 2012	Enregistré	06-déc-2031
SAVEURS BIO PARIS ILE-DE-FRANCE PRODUIT EN ILE-DE-FRANCE (semi-fig) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3879768 06 déc 2011	11.3879768 30 mars 2012	Enregistré	06-déc-2031
SAVEURS PARIS ILE DE FRANCE Cultivé en Ile-de-France 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	10.3792153 20 déc 2010	10.3792153 25 nov 2011	Enregistré	20-déc-2030




Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
SAVEURS PARIS ILE DE FRANCE Elaboré en Ile-de-France 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3796040 07 janv 2011	11.3796040 08 juil 2011	Enregistré	07-janv-2031
SAVEURS PARIS ILE-DE-FRANCE 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	10.3791640 16 déc 2010	10.3791640 10 juin 2011	Enregistré	16-déc-2030
SAVEURS PARIS ILE-DE-FRANCE Elaboré en Ile-de-France (semi-fig) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3832232 16 mai 2011	11.3832232 21 oct 2011	Enregistré	16-mai-2031
SAVEURS PARIS ILE-DE-FRANCE Produit artisanal d'Ile-de-France 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3795349 05 janv 2011	11.3795349 10 juin 2011	Enregistré	05-janv-2031






Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
SAVEURS PARIS ÎLE-DE-FRANCE Produit en Ile-de-France 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	10.3791418 16 déc 2010	10.3791418 03 juin 2011	Enregistré	16-déc-2030
Semaines du MANGER LOCAL PARIS ÎLE-DE-FRANCE (semi-fig) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	13.4023891 25 juil 2013	13.4023891 20 déc 2013	Enregistré	25-juil-2023
TALENT D'ÎLE-DE-FRANCE 	France	29, 30, 31, 32, 33, 43, 44	11.3803934 04 févr 2011	11.3803934 03 juin 2011	Enregistré	04-févr-2031



Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS et REGION ILE DE
France

Marque	Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
Made in Paris Region (logo) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	19.4531279 06 mars 2019	19.4531279 26 juil 2019	Enregistré	06-mars-2029
Made in Paris Region (logo) 	Polynésie Française	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	19.4531279 06 mars 2019	19.4531279 26 juil 2019	Enregistré	06-mars-2029
Made in Paris Region (logo) 	Union Européenne	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	018778503 18 oct 2022	018778503 21 févr 2023	Enregistré	18-oct-2032
Made in Paris Region (logo) 	Union Européenne	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	018610525 29 nov 2021	018610525	En cours	29-nov-2031
Produit en ile-de-france (logo) 	France	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	19.4531272 06 mars 2019	19.4531272 26 juil 2019	Enregistré	06-mars-2029

Liste des Marques

Titulaire ILEDEFrance TERRE DE
SAVEURS et REGION ILE DE
France

Marque		Pays	Classes	No/ Date Dépôt	No/ Date Enregistrement	Statut Sous-statut	Date de Renouvellement
Produit en ile-de-france (logo)		Polynésie Française	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	19.4531272 06 mars 2019	19.4531272 26 juil 2019	Enregistré	06-mars-2029
Produit en ile-de-france (logo)		Union Européenne	29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, 44	018778499 18 oct 2022	018778499	En cours	18-oct-2032

Noms de domaine détenus par IDF TS à transférer à la Région Ile-de-France

cervia.fr	mangerfrancilien.com
concours-idfood.fr	mangerfrancilien.fr
idfterredesaveurs.com	mangerlocal-en-idf.com
idfterredesaveurs.fr	mangerlocal-en-idf.fr
iledefrance-terredesaveurs.com	mangerlocal-en-iledefrance.com
iledefrance-terredesaveurs.fr	mangerlocal-en-iledefrance.fr
iledefrance-terredesaveurs.org	mangerlocaleniledefrance.com
iledefranceterredesaveurs.com	mangerlocaleniledefrance.fr
iledefranceterredesaveurs.fr	plantesdiledefrance.com
lesfranciliens.com	plantesdiledefrance.fr
lesfranciliens.fr	plantesdiledefrance.org
madeinparisregion.com	plantesidf.com
madeinparisregion.fr	plantesidf.fr
mangeonslocal-en-idf.com	plantesidf.org
mangeonslocal-en-idf.fr	plantesiledefrance.com
mangeonslocal-en-idf.org	plantesiledefrance.fr
mangeonslocal-en-iledefrance.com	plantesiledefrance.org
mangeonslocal-en-iledefrance.fr	produitenidf.com
mangeonslocalenidf.com	produitenidf.fr
mangeonslocalenidf.fr	produiteniledefrance.com
mangeonslocaleniledefrance.com	produiteniledefrance.fr
mangeonslocaleniledefrance.fr	produiteniledefrance.org

ANNEXE 5

Convention de partenariat avec Monoprix

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre, d'une part :

Monoprix, Société par Actions Simplifiée au capital de 78.365.040 €, dont le siège social est sis 14-16 rue Marc Bloch 92110 - CLICHY, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 552 018 020, agissant tant en son nom que pour le compte de ses filiales,

Représentée à l'effet des présentes par Madame Diane COLICHE agissant en qualité de Directrice Générale Exécutive, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée, « Monoprix »,


Et,

Ile-de-France Terre de Saveurs, association loi 1901, domiciliée au 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (Siret 497 743 286 00039) et représentée par son Président, Monsieur Gérard Hébert,

Ci-après dénommée, « Ile-de-France Terre de Saveurs »

Ci-après dénommées collectivement les « Parties ».

Definitions

« Marque » signifie	 , Marque collective française n° 4531272 déposée le 6 mars 2019 et enregistrée le 26 juillet 2019 en classes 29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, et 44 avec extension à la Polynésie française, prononcée PRODUIT EN ILE DE FRANCE
« Support de communication » signifie	Tout document ou message écrit, audio, audiovisuel, destiné à faire la promotion de la Marque quelle que soit le mode de transmission choisie (physique ou dématérialisé) ou le lieu d'utilisation (magasins, site Internet, réseaux sociaux de Monoprix...)
« Territoire » signifie	Ile de France
« Date Effective » signifie	La date de signature de la dernière partie

Préalablement à l'objet des présentes, il est rappelé ce qui suit :

Notre région dispose aux portes de sa zone urbanisée, et sur la moitié de sa superficie, des terres agricoles parmi les plus riches du monde. Les 12 millions de consommateurs qu'elle

compte, constituent autant d'opportunités pour les acteurs de la filière alimentaire. La région Île-de-France est résolument engagée pour valoriser la qualité des produits franciliens et de les rendre accessibles à tous, en capitalisant sur l'atout formidable de la proximité et en intégrant les exigences nouvelles de la relance et de la transition écologique.

Ile-de-France Terre de saveurs est un organisme associé à la Région Île-de-France qui a pour missions essentielles de promouvoir les productions et savoir-faire agricoles et alimentaires du territoire francilien, de permettre aux entreprises agricoles, artisanales ou industrielles de se différencier auprès des consommateurs, en promouvant les valeurs et les pratiques qu'elles respectent et défendent, pour faire émerger l'offre régionale auprès des consommateurs, créer une identité agricole régionale, donner de la visibilité aux produits et services régionaux, et mettre en valeur des connaissances et un savoir-faire, tout en protégeant l'environnement régional et en développant l'innovation et l'emploi.

Cet objectif s'est notamment concrétisé par la création d'un réseau, d'une Marque et d'une charte MANGEONS LOCAL EN ILE-DE-FRANCE SAVOIR-FAIRE D'ICI (ci-après dénommés « *Mangeons local* »), et de la charte « PLANTES D'ILE DE FRANCE » qui, depuis le 1^{er} octobre 2018, sont remplacés par la Marque collective PRODUIT EN ILE DE FRANCE. Cette Marque collective a été déposée sous le numéro 4531272 le 6 mars 2019 et enregistrée le 26 juillet 2019 en classes 29, 30, 31, 32, 33, 35, 41, 43, et 44, au nom de Ile-de-France Terre de Saveurs et de la Région Ile de France, tous deux propriétaires.

La Marque a vocation à éclairer les consommateurs dans leur choix de produits locaux. Les critères d'adhésion sont exigeants, ils intègrent notamment des engagements en matière de provenance des matières premières et de RSE.

La Région s'appuie sur Ile-de-France Terre de saveurs, pour conduire au quotidien toutes les activités relevant de la promotion de la Marque et de son utilisation par les entreprises adhérentes et les partenaires.

La Marque est soutenue régulièrement auprès des Franciliens, à travers des outils digitaux, des campagnes de communication et des événements grand public.

Compte tenu du rôle particulier que jouent les distributeurs vis-à-vis des consommateurs, un partenariat stratégique est mis en place avec l'enseigne Monoprix pour contribuer au développement d'actions qui accompagnent le changement et l'innovation en matière de pratiques et de commercialisation des produits franciliens et à créer plus de lien entre nos producteurs et nos consommateurs.

Les parties ont ainsi convenu de conclure un partenariat favorisant la mise en avant des produits adhérents à la marque « Produit en Ile-de-France » auprès des Franciliens, ainsi que les productions et savoir-faire franciliens. Cette démarche s'inscrit en cohérence avec, d'une part, le Plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire adopté par la Région Ile-de-France le 4 février 2021 et, d'autre part, avec la stratégie de Monoprix visant à développer la commercialisation et la promotion des produits alimentaires franciliens.

ARTICLE I : Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir les actions menées en commun par les parties, ainsi que les engagements qu'elles prennent en faveur de l'objectif défini en préambule, et les conditions d'utilisation de la Marque.

ARTICLE II – Engagements de Monoprix

Monoprix s'engage à accroître le référencement de produits franciliens au cours des prochaines années. Cette démarche s'inscrit dans une dynamique de développement d'un certain nombre de filières régionales, parmi lesquelles les filières avicole, ovine et le

maraîchage. La croissance totale du nombre de références sera d'au moins 40% en moyenne d'ici à 2030. Les objectifs de croissance du nombre de références catégorie par catégorie sont précisés en annexe (Annexe 1).

Monoprix s'engage à améliorer la visibilité des produits franciliens revêtus de la Marque dans ses magasins avec une signalétique spécifique à définir en accord avec la Région Ile-de-France et Ile-de-France Terre de saveurs. La valorisation des produits franciliens revêtus de la marque s'inscrit en cohérence avec la signalétique déjà mise en place par Monoprix et ne fait pas obstacle à la valorisation par cette signalétique de produits franciliens non revêtus de la marque PRODUIT EN ILE-DE-FRANCE.

Monoprix s'engage à utiliser la marque PRODUIT EN ILE-DE-FRANCE uniquement pour faire la promotion des produits revêtus de la Marque.

Monoprix s'engage à assurer la valorisation des produits franciliens au travers d'au moins deux opérations événementielles chaque année.

L'une de ces opérations événementielles est organisée chaque année à l'occasion de la «Semaine du goût». Les modalités de cette opération pour l'année 2021 sont déterminées par une annexe (Annexe 2).

La seconde catégorie d'opération événementielle est laissée au libre de choix des parties.

Monoprix s'engage à poursuivre et amplifier ses initiatives en matière de solidarité alimentaire, dans le cadre des actions déjà mises en œuvre à l'échelon régional.

Monoprix s'engage à poursuivre et amplifier ses initiatives en matière de lutte contre le gaspillage alimentaire, dans le cadre des collaborations déjà existantes.

Monoprix s'engage à s'inscrire dans une démarche de préservation de l'environnement, en privilégiant notamment les produits locaux et de saison.

Monoprix s'engage à soutenir les formations qualifiantes et à promouvoir les savoir-faire métiers dans le cadre de son activité.

Monoprix s'engage à conduire une ou plusieurs initiatives avec une entreprise issue de l'économie sociale et solidaire, dans les domaines d'action couverts par cette convention.

ARTICLE III : Engagements d'Ile-de-France Terre de Saveurs

Ile-de-France Terre de saveurs s'engage à mettre à disposition de Monoprix la liste des adhérents à la Marque et à accompagner Monoprix dans l'accroissement de son référencement de produits franciliens au travers d'une identification des producteurs répondant au cahier des charges de Monoprix, en priorité pour un certain nombre de filières conjointement identifiées par les parties.

Ile-de-France Terre de saveurs autorise Monoprix à utiliser, représenter ou reproduire la Marque « Produit en Ile-de-France » sur tout support de communication en vue de respecter les obligations mises à la charge de Monoprix sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Monoprix s'engage à communiquer pour approbation à Ile-de-France Terre de saveurs tout support de communication de quelque nature que ce soit et sur quelque média physique ou dématérialisé que ce soit reproduisant la Marque, préalablement à sa diffusion

- Monoprix s'engage également lors de la création de ses supports de communication visuelle :
 - à ne faire aucune modification, ajout ou suppression dans la Marque ;
 - à respecter la charte graphique ;
 - à ne pas modifier les caractéristiques graphiques de la Marque, tant en ce qui concerne la forme que la couleur rouge et blanc, ne pas modifier la position des éléments figuratifs les uns par rapport aux autres ou ne pas modifier la typographie de la Marque ;
 - à ne pas ajouter d'éléments qui ne sont pas couverts par la Marque ;
 - à ne pas reproduire séparément une partie de la Marque (notamment ne pas reproduire les éléments graphiques seuls ou la dénomination sociale seule).
 - ne pas faire usage de la Marque ni se conduire d'une manière susceptible de nuire à l'image et à la réputation de la Marque ;
- Monoprix s'engage, lorsque la Marque est apposée à côté d'une ou d'autre(s) marque(s), indépendamment du support visuel en question, à mettre en évidence la Marque, et *a minima* à la représenter dans une taille identique à celle utilisée pour représenter la ou les marque(s) appartenant à Monoprix ;
- Monoprix s'engage à ne déposer pas ou enregistrer tout signe, de quelque nature que ce soit (demande de marque, dénomination sociale, nom de domaine, enseigne...) portant sur le signe couvert par la Marque ou l'un ou l'autre de ces éléments constitutifs, ou de tout signe de nature à porter à confusion avec la Marque, pour quelque produit ou service que ce soit.
- Si Monoprix a connaissance de tout fait d'un tiers pouvant être vu comme un acte contrefaisant ou de tout fait de nature à porter atteinte à la Marque, elle s'engage à en informer Ile-de-France Terre de saveurs promptement. Les Parties décideront des suites données à ce dossier et des conditions régissant leur coopération, le cas échéant.
- Cette utilisation de la Marque est circonscrite au territoire français.

Cette autorisation est donnée à titre gratuit à Monoprix et ne peut être transférée de quelque manière que ce soit, et à quelque tierce partie que ce soit, et en particulier ne peut faire l'objet d'une sous-licence de la part de Monoprix.

Cette autorisation ne confère pas à Monoprix le statut de bénéficiaire de la Marque au sens du règlement d'usage de la Marque, ni ne lui donne le droit de reproduire ou d'apposer la Marque sur des produits ou des emballages de produits de quelque nature que ce soit et à quelque titre que ce soit.

Tout usage, représentation ou reproduction non autorisé et contrevenant aux dispositions ci-dessus est qualifié d'usage abusif.

Ile-de-France Terre de saveurs s'engage à promouvoir dans ses actions de communication, le partenariat avec Monoprix et les actions événementielles, a minima bi-annuelles, qui en découlent.

Ile-de-France Terre de saveurs s'engage à accompagner la valorisation de l'ensemble des actions mises en œuvre par Monoprix dans le cadre de cette convention.

ARTICLE IV – Divers

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Les annexes font partie intégrante de la convention.

Les soussignés déclarent et affirment qu'ils sont respectivement autorisés à représenter les Parties pour signer cet accord en leur nom.

Si une disposition quelconque de cet Accord est jugée nulle, illégale ou inapplicable par tout tribunal ou toute autorité compétente, cette disposition ou partie de disposition, sera, lorsque jugée nécessaire, réputée non écrite, et la validité et l'exécution des autres dispositions de cet Accord n'en seront pas affectées

ARTICLE V – Date de mise en œuvre et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et pour une durée de un an renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE VI – Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties, ou de juste motif, étant précisé que l'inexécution contractuelle s'entend notamment des obligations liées aux conditions d'utilisation de la Marque.

Tout usage, représentation ou reproduction qualifié d'abusif de la Marque ouvre également droit à Ile-de-France Terre de saveurs d'intenter toute action judiciaire qu'il jugerait opportune.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis de quinze jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai :

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées.
- L'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Par force majeure, s'entend notamment tout fait (guerre, rébellion, émeute, acte terroriste, menace réelle d'un tel fait, catastrophe naturelle, inondation, tremblement de terre, incendie affectant les locaux, propagation d'un virus tel que Covid-19), de l'application d'un texte normatif de quelque nature que ce soit, ou de tout autre cause échappant au contrôle de l'une des parties (y compris la décision d'annuler, de reporter ou d'ajourner un événement).

La partie souhaitant se prévaloir d'un cas de force majeure en informe l'autre sans délai par écrit et lui communique tout justificatif à l'appui de sa demande.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les Parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

En cas de cessation du présent contrat, pour quelque cause que ce soit, Monoprix s'engage à cesser immédiatement tout usage de la Marque.

ARTICLE VII – Litiges et loi applicable

Le présent accord est soumis à la loi française. Tout litige ayant trait à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en deux exemplaires, à Saint-Ouen-sur-Seine, le 17 novembre 2011

Nombre de pages : 6 + 2 annexes

Madame Diane Coliche
Directrice générale Executive
Monoprix



Monsieur Gérard Hebert
Président
Ile-de-France Terre de saveurs



ANNEXE 1

Evolution du nombre de références par catégorie Magasins Monoprix d'Ile-de-France

IDF - NB REFERENCES	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	% Evolution 2030 vs 2021	% evolution par an
RAYONS / NB REFERENCES												
CHARCUTERIE ET TRAITEUR COUPE	16	18	19	21	23	26	28	31	34	38	58%	9%
FROMAGE COUPE	8	8	8	9	9	9	10	10	10	10	23%	3%
FRUITS & LEGUMES	176	188	202	216	231	247	264	283	302	324	46%	7%
MAREE	0	6	7	8	10	11	13	15	18	21	100%	15%
PAIN, VIENNOIS., PATISSERIE	83	87	92	96	101	106	111	117	123	129	36%	5%
BOUCHERIE	0	progression en fonction du développement des filières (volaille & agneau)										
EPICERIE	53	57	61	65	69	74	80	85	91	97	46%	7%
LIQUIDE	70	71	73	74	76	77	79	80	82	84	16%	2%
CREMERIE LS	10	11	11	12	13	14	15	16	17	18	46%	7%
FRAIS LS	9	10	10	11	11	12	13	14	14	15	41%	6%
SURGELES	15	15	16	16	17	17	18	18	19	20	23%	3%
Total général	440	471	499	529	560	594	630	669	711	756	42%	7%
% evolution tous rayons vs 2021		7%	12%	17%	21%	26%	30%	34%	38%	42%		

R

GE

ANNEXE 2

FICHE ACTION EVENEMENTIELLE

Nature de l'opération : Mise en avant de produits à la marque PRODUIT EN Île-de-France dans les magasins « Food to go » de Monoprix en Ile-de-France, de façon à composer une offre de repas type snacking, 100% « Produit en Ile-de-France »

Date de l'événement : Semaine du goût

Exemple (édition 2021) :

- Date : du lundi 11 octobre 2021 au dimanche 24 octobre 2021
- Lieux : (voir liste au dos)
- Produits et adhérents présents :
 - I-GREC : Gamme Comp'Lait : yaourt confiture pomme, confiture fraise, miel
 - LES 2 GOURMANDS : Gamme Cookies
 - MY HEALTHY FOOD : Gamme Automne : 1 soupe + 2 lunch bowls + 1 plat chaud
 - QUART DE LAIT : Gamme Yaourt à boire : yaourt à boire vanille, citron et fraise
 - LA LIMONADERIE DE PARIS : Limonade citron, ginger beer et agrumes
 - LUTECIA : Bouteille d'eau 50Cl
- Animation en magasin par les producteurs :
 - Monop' : Madeleine, Equinox (Clichy, au pied du siège de Monoprix), rue de Lisbonne
 - Monoprix : Forum des Halles, Beaugrenelle, Montparnasse
- Signalétique en magasin :



Du 11 au 24 OCTOBRE,
MONOPRIX ET LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE
VOUS FONT DÉCOUVRIR DE NOUVELLES
SAVOURS LOCALES

R

GU

Offre snacking 100% « Produit en Ile-de-France » Food To Go
Liste des magasins Monoprix et Monop concernés (édition 2021)

MONOPRIX	MONO BOULOGNE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT
MONOPRIX	BOULOGNE PASSAGE	92100	BOULOGNE BILLANCOURT
MONOPRIX	MONO VINCI	92400	COURBEVOIE
MONOPRIX	MONO PARLY 2	78150	LE CHESNAY
MONOPRIX	MONO SABLONS	92200	NEUILLY sur SEINE
MONOPRIX	MONO MONTPARNASSE	75014	PARIS
MONOPRIX	MONO ST MICHEL	75006	PARIS
MONOPRIX	MONO ST ANTOINE	75011	PARIS
MONOPRIX	MONO DRAGON	75006	PARIS
MONOPRIX	MONO BEAUGRENELLE	75015	PARIS
MONOPRIX	MONO TERNES	75017	PARIS
MONOPRIX	MONO REPUBLIQUE	75003	PARIS
MONOPRIX	ST AUGUSTIN	75008	PARIS
MONOPRIX	MONO TOLBIAC	75013	PARIS
MONOPRIX	MONO CAUMARTIN	75009	PARIS
MONOPRIX	MONO DAMES	75017	PARIS
MONOPRIX	BELLEFEUILLE	75016	PARIS
MONOPRIX	MONO COURCELLES	75017	PARIS
MONOPRIX	NATION	75020	PARIS
MONOPRIX	MONO VERSAILLES	78000	VERSAILLES
MONOPRIX	MONO FORUM DES HALLES	75001	PARIS
MONOPRIX	MONO LES CHAMPS	75008	PARIS
MONOPRIX	MONO RUE DU BAC	75007	PARIS
MONOPRIX	AURIOL	75013	PARIS
MONOPRIX	MONO VITRY	94400	VITRY
MONOP	MONOP PREFECTURE NANTERRE	92000	NANTERRE
MONOP	MONOP CLICHY EQUINOX	92110	CLICHY
MONOP	MONOP LOUISE MICHEL LEVALLOIS	92300	LEVALLOIS PERRET
MONOP	MONOP NEUILLY	92200	NEUILLY S/SEINE
MONOP	MONOP GARE ST LAZARE	75008	PARIS
MONOP	MONOP MADELEINE	75001	PARIS
MONOP	MONOP TROCADERO	75116	PARIS
MONOP	MONOP RUE DE LISBONNE	75008	PARIS
MONOP	MONOP SAINT DOMINIQUE	75007	PARIS
MONOP	MONOP VILLIERS	75017	PARIS
MONOP	MONOP TAITBOUT	75009	PARIS
MONOP	MONOP GALILEE	75016	PARIS
MONOP	MONOP RUE DE LYON	75012	PARIS
MONOP	MONOP VICTOR HUGO	75016	PARIS
MONOP	MONOP BOURSE	75002	PARIS
MONOP	MONOP FAUBOURG MONTMARTRE	75009	PARIS
MONOP	MONOP STE CROIX DE LA BRETONNE	75004	PARIS
MONOP	MONOP BOULAINVILLIERS	75016	PARIS
MONOP	MONOP PIGALLE	75009	PARIS
MONOP	MONOP PLACE DE ROUBAIX	75010	PARIS
MONOP	MONOP PARMENTIER	75011	PARIS
MONOP	MONOP DUBLIN	75008	PARIS
MONOP	MONOP LUXEMBOURG	75006	PARIS
MONOP	MONOP PLEYEL SAINT DENIS	93210	ST DENIS LA PLAINE
MONOP	MONOP CHATEAU SAINT GERMAIN	78100	ST GERMAIN EN LAYE

me *ey*

ANNEXE 6
Contrat SIA 2024

Domaine d'activité : Comité de promotion Île-de-France.....
Secteur d'implantation : Hall des régions (Hall 3).....

A- PACK EXPOSANT (obligatoire)

Le pack exposant comprend :

- L'enregistrement et la gestion de votre dossier
 - Le pack internet: inscription sur les listes des exposants sur site web, utilisation du logo et bandeau du SIA dans vos communications, accès à l'inscription au calendrier des événements
 - Le pack communication: un casier de presse au Service de presse pendant le Salon (sur demande) et au Club Exposant, l'accès privilégié au Club d'Affaires, un quota de badges
- Exposant 9 jours (selon surface du stand).

STAND

B- SURFACE DE VOTRE STAND

	Quantité M²		Prix unitaire Tarif jusqu'au 8 septembre 2023*		
Location de surface Basic	420	x	261,00 € H.T.	*Par courrier, cachet de la poste fait foi.	109 620,00 € H.T.
Incluant moquette. Ne comprend pas : le nettoyage, l'électricité à commander via votre "espace exposants"					
Location de surface Restaurant-Bar (assis et mange-debout)		x	360,00 € H.T.	Tarif unique	0,00 € H.T.
Surface minimum obligatoire : 100m² pour les stands restaurants ; 30m² pour les stands bars					
Comprend : surface au sol et traçage, 1 branchement d'eau avec 1 évacuation.					
Ne comprend pas : le nettoyage, l'électricité, les cloisons de séparation et les cloisons de fond. Ne comprend pas le mobilier.					

Location de surface pré-équipée obligatoire pour stands < 18m²		x	378,00 € H.T.	*Par courrier, cachet de la poste fait foi.	0,00 € H.T.
Comprend surface au sol et traçage, cloisons en sapin massif d'une hauteur de 2,50m, structure en aluminium gris, moquette chocolat, nettoyage quotidien, compteur de 1kW et consommation, triplette, spot de 100W / 3m², une enseigne au nom de votre société.					
Ne comprend pas le mobilier.					

C. AMENAGEMENT DU STAND

Stand ouvert 2 faces (1 angle) - sous réserve de disponibilité		x	350,50 € H.T.		0,00 € H.T.
Stand ouvert 3 faces (2 angles) - sous réserve de disponibilité		x	701,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Stand ouvert 4 faces (îlot) - sous réserve de disponibilité		x	1 402,00 € H.T.		0,00 € H.T.
(1 angle = 2 faces ouvertes / 2 angles = 3 faces ouvertes / 4 angles = 4 faces donc îlot)					
Mezzanine - uniquement sur surface 150m² minimum	50	x	142,00 € H.T.		7 100,00 € H.T.

D- DROIT D'INSCRIPTION CO EXPOSANT - Falcutatif

Nombre de sociétés :	5	x	648,00 € H.T.		3 240,00 € H.T.
Un co-exposant est une société avec laquelle vous partagez votre stand et qui n'a pas nécessairement de lien juridique ou commercial avec votre entreprise					
Le Pack co exposant comprend les prestations suivantes : • L'enregistrement et la gestion de votre dossier "co-exposant" ; • Le Pack Web (cf Pack Exposant)					
• Le Pack Communication (cf Pack Exposant)					

E- ASSURANCE AUTOMATIQUE (non soumis à TVA)

Nbre de M²		x	8,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Minimum 211€ - jusqu'à 26,4m²		x	211,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Minimum 2112€ - à partir de 264m²	1	x	2 112,00 € H.T.		2 112,00 € H.T.

La société COMEXPOSUM est une société mandataire d'intermédiaire d'assurance - N° Immatriculation ORIAS 10058581 (www.orias.fr), et soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP).

TOTAL "Votre stand" (de A à E) 122 857,00 € H.T.

OUTILS DE COMMUNICATION

F- VOS CARTES D'INVITATION

Lot de 25 cartes d'invitation	20	x	207,50 € H.T.	TVA 10%	4 150,00 € H.T.
Lot de 25 E- invitations	20	x	207,50 € H.T.	TVA 10%	4 150,00 € H.T.
Lot de 25 cartes de prospection de marché		x	105,00 € H.T.	TVA 10%	0,00 € H.T.

Pour une diffusion en grand nombre : 25 cartes à 4,2€ puis 8,30€ la carte entrée sur le salon (facturée post salon)

G- SITE WEB, NEWSLETTER et RESEAUX SOCIAUX

Nom en gras et logo de votre société liste exposants site web		x	100,00 € H.T.		0,00 € H.T.
LinkedIn : 1 post avant ou après le SIA		x	900,00 € H.T.		0,00 € H.T.
LinkedIn : 1 post pendant le SIA		x	1 200,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Twitter : 1 tweet - 3 annonceurs max		x	700,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Instagram : 1 jour story		x	1 200,00 € H.T.		0,00 € H.T.
pack 3 apparitions dans story du Salon entre le 240224 et le 030324					
Bannière publicitaire sur 3 newsletters		x	1 800,00 € H.T.		0,00 € H.T.
envoyées entre le 021123 et le 060124					
Bannière publicitaire sur 3 newsletters		x	3 000,00 € H.T.		0,00 € H.T.
envoyées en février 2024 (J-10, J-5 et J-2)					

H- MATINALE ET SOIREE

Matinale sur votre stand à partir de 7h30 - nombre limité		x	1 800,00 € H.T.		0,00 € H.T.
Soirée sur votre stand de 19h à 22h - nombre limité	1	x	2 800,00 € H.T.		2 800,00 € H.T.

I- PACK LOGOS ORIENTATION SALON

LOGO emplacement de stand sur plan de visite papier, plan orientation pavillon + logo et nom dans liste exposants et plan interactif		x	6 200,00 € H.T.		0,00 € H.T.
--	--	---	-----------------	--	-------------

J- OPERATION DE VISIBILITE SUR-MESURE

NOUS CONTACTER

SUR DEVIS

NOUS CONTACTER

TOTAL "Outils de communication" (de F à J) 11 100,00 € HT

Nos prestations sont régies en matière de TVA par les Directives 2008/8/CE et 2008/9/CE et les articles 259 1°, 259 2°, 259 A 5°, 259 A 5° bis. Seuls les exposants français assujettis et exposants étrangers non assujettis sont soumis à la TVA française. Afin de permettre la bonne application de ces directives lors de la facturation, nous vous remercions de compléter votre numéro de TVA intracommunautaire si votre société fait partie de l'Union Européenne

TOTAL HT soumis à TVA	131 845,00 €
Assurance non soumise à TVA	2 112,00 €
TOTAL HT	133 957,00 €
TVA 10%	830,00 €
TVA 20%	24 709,00 €
TOTAL TTC	159 496,00 € T.T.C.

Acompte 30% : 47 848,80 € T.T.C.

Vos conditions de paiement

Le règlement des sommes contractuellement dues s'effectue aux échéances et selon les modalités déterminées ci-après :

- le premier versement (acompte) : lors de l'envoi par courrier du dossier de participation ou lors de la validation en ligne par l'Exposant de sa demande de participation, par chèque ou virement bancaire ou par carte bleue dans le cadre d'une demande réalisée en ligne ou à toute autre date fixée par l'Organisateur et précisée dans le module de demande de participation ;
- le deuxième versement (acompte) : à la date fixée par l'Organisateur et précisée dans le module de demande de participation, soit le 30/09/2023 ;
- le solde : au plus tard quinze (15) jours après la date d'émission de la facture de solde, par chèque ou virement bancaire, sans possibilité d'escompte pour paiement anticipé ou au comptant.

Paraphe

TSVP

☐ Chèque à l'ordre de : COMEXPOSIUM - SIA 2024
COMEXPOSIUM - SIA 2024
70 avenue du Général de Gaulle - 92058 PARIS LA DEFENSE cedex

☐ Virement bancaire : COMEXPOSIUM - SIA 2024

Adresse de la banque : BNP PARIS ETOILE ENTREPRISES 8-12 rue Sainte Cécile - 75450 PARIS Cedex 09

Code banque : 30004 Code agence : 00813 Numéro de compte : 00010646342 Clé RIB : 51 Domiciliation : BNP PARIS ETOILE ENTREPRISES

IBAN : FR76 3000 4008 1300 0106 4634 251 BIC : BNPAFRPPPGA

Avis de virement à joindre impérativement à votre Dossier de Participation. Les frais bancaires de virement sont à la charge de l'Exposant.

Votre engagement

Je déclare avoir pris connaissance des conditions générales de participation, des conditions générales de vente des outils de communication, du règlement général des manifestations commerciales et du règlement particulier du Salon dont je possède un exemplaire, et en accepter sans réserve ni restriction toutes les clauses.

Je m'engage également à prendre connaissance de l'ensemble des renseignements concernant le détail de ma participation au salon dans la rubrique « Infos Pratiques » accessible dans l'Espace Exposant depuis le site internet du Salon, et à en respecter toutes les dispositions.

Je reconnais que l'offre d'assurance risques locaux – dommages aux biens, dont le détail des garanties figure dans le « Règlement d'assurances », me sera automatiquement facturée par l'Organisateur et ce notamment afin de répondre aux exigences de la société gestionnaire du Site accueillant le Salon.

Pour prétendre à l'annulation et/ou au remboursement du montant ainsi facturé par l'Organisateur au titre de l'assurance risques locaux – dommages aux biens, je devrai justifier de la souscription d'une police risques locaux répondant aux conditions exposées à l'article 10.2 des conditions générales de participation, en transmettant à l'Organisateur, au plus tard 10 jours avant le début du montage du Salon, le formulaire « attestation d'assurance » dûment renseigné, signé et revêtu du cachet de mon assureur.

Je reconnais alors que je ne bénéficierai d'aucune des deux garanties composant l'offre d'assurance de l'Organisateur.

Je me porte garant du respect par les sociétés présentes sur mon stand des conditions générales de participation. Je suis responsable de toute violation des dites conditions générales par les sociétés présentes sur mon stand et garantis l'Organisateur contre tous recours, contestation, charges, condamnations et débours divers qui pourraient provenir de ces sociétés relativement à leur participation au Salon.

Je reconnais qu'en cas d'acceptation de ma demande de participation au Salon par l'Organisateur, je serai définitivement tenu de participer au Salon. A défaut, je devrai régler à l'Organisateur, à titre de clause pénale, une somme égale à 100 % du montant total de ma participation au Salon.

Je demande mon inscription comme exposant au Salon International de l'Agriculture 2024 et déclare être dûment habilité et disposer des pouvoirs nécessaires à la contractualisation de la présente inscription.

Fait à : Nemours

Le : 19 juin 2023

Signature & Cachet de l'entreprise

Société :

Nom et Fonction du signataire :

Valérie Lacroute - Présidente d'Ile-de-France Terre de saveurs

Les données à caractère personnel vous concernant font l'objet d'un traitement mis en œuvre par la société Comexposium – 70 avenue du Général de Gaulle – 92058 Paris la Défense cedex afin de gérer votre inscription et votre participation au Salon International de l'Agriculture 2024 en exécution des présentes Conditions Générales de Participation ainsi que pour vous adresser, par tous canaux, sur la base de votre consentement et selon le choix que vous aurez exprimé, des actualités et des offres commerciales relatives au Salon International de l'Agriculture et/ou aux événements organisés par les sociétés du Groupe Comexposium ainsi que les offres commerciales de nos partenaires. Les données à caractère personnel à fournir de manière obligatoire sont indiquées comme telle sur le formulaire. Sans ces données, notre Société ne sera pas en mesure de satisfaire votre demande.

Seuls ont accès à vos données à caractère personnel, dans la limite de leurs attributions respectives (i) les services internes de notre société chargés de la gestion du Salon, (ii) les prestataires habilités par la société en lien avec l'organisation et la gestion du Salon ainsi que, selon le choix que vous aurez exprimé, (iii) les sociétés du Groupe Comexposium et (iv) nos partenaires.

Vos données à caractère personnel sont conservées pour la durée de la relation commerciale puis pour une durée de 5 ans si le salon pour lequel vous avez manifesté un intérêt est trimestriel, semestriel ou annuel ou pour une durée expirant à l'issue de la 3ème édition suivant votre dernière manifestation d'intérêt s'il s'agit d'un salon biennal ou triennal. Les données nécessaires à l'établissement de la preuve de ladite relation commerciale et celles nécessaires au respect par notre société des obligations légales et réglementaires auxquelles elle est soumise en tant qu'organisateur de salons, sont archivées conformément aux dispositions en vigueur.

Vous disposez d'un droit d'accès et d'un droit de rectification des données vous concernant, d'un droit de suppression, d'un droit d'opposition au traitement de ces données et à la limitation du traitement ainsi que d'un droit à la portabilité de vos données que vous pouvez exercer, à tout moment, par voie électronique ou postale, aux coordonnées suivantes : COMEXPOSIUM - Salon International de l'Agriculture - 70 avenue du Général de Gaulle 92058 Paris La Défense cedex ou privacy@comexposium.com. Vous disposez enfin du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Vous êtes susceptibles de recevoir des actualités et propositions commerciales concernant le Salon International de l'Agriculture. Si vous ne le souhaitez pas, merci de cocher la case ci-contre ☐

☐ Je souhaite recevoir des actualités et propositions commerciales concernant les autres événements du groupe COMEXPOSIUM : Paris Retro Week, Foire de Paris, Salon du Tourisme, Rétromobile, Paris Games Week...

☐ Je souhaite recevoir les actualités et propositions commerciales des partenaires du Salon International de l'Agriculture.

ANNEXE 7
Contrat SIAL 2024



Paris

**19 - 23 OCTOBER 2024**
PARIS NORD VILLEPINTE - PARIS

Date - Heure : lundi 12 juin 2023 à 09h07

Récapitulatif de votre estimation pour le Sial Paris 2024

Informations générales

Votre activité principale :

- Organismes de promotion

Votre stand

Stand principal

Secteur	Type de stand	Surface
Régions de France		200m ²

Votre entreprise

ILE-DE-FRANCE TERRE DE SAVEURS

2 rue Simone VEIL

93400 SAINT OUEN ÎLE-DE-FRANCE

FRANCE

N° client: 6700

Téléphone : 33 01 55 34 37 00

Fax : 33 01 55 34 37 11

Langue : Français

Site web : <https://www.iledefrance-terredesaveurs.fr>Email : info@iledefrance-terredesaveurs.fr

Forme juridique : Association assujettie à la TVA

Nom sous lequel vous souhaitez apparaître :

N° TVA Intracommunautaire : FR36497743286

Extrait du registre du commerce : Non renseigné

Contact responsable salon

Madame Valérie BLANQUEFORT

Fonction : Directeur / Délégué - Général / Régional

Téléphone : 01 55 34 37 08

Mobile : 06 74 23 42 67

Email : valerie.blanquefort@iledefrance-terredesaveurs.fr

Langue : Français

Décisionnaire : Valérie Lacroute - Présidente d'Ile-de-France Terre de saveurs

Mode de paiement : virement bancaire

Signataire

DP IDF TDS SIAL PARIS 2024 CHM

Date de validité : 30/06/2023 12:00

Important : si la proposition émise comporte une prestation dont l'application est limitée dans le temps, il vous appartient d'accepter cette proposition avant la date indiquée pour pouvoir en bénéficier.

Prestation Transverse : Commande N° DVRTQF9-2

Produit	Référence	Quantité	PU HT	Montant HT
Assurance Dommages aux Biens - Risques locatifs	ASSUAUTO_001	1 x 200 m²		1 600,00 €

Total HT : 1 600,00 €

Total TVA : 0,00 €

Total TTC : 1 600,00 €

Adresse de facturation

ILE-DE-FRANCE TERRE DE SAVEURS
2 rue Simone VEIL
93400 SAINT OUEN
FRANCE

Régions de France : Commande N° DVRTQF9-1

Produit	Référence	Quantité	PU HT	Montant HT
Surface nue à partir du 1er décembre 2022	22SNU_003	200 m²	316,00 €	63 200,00 €
Je ne souhaite pas d'équipement	EQUIPT_000	1		0,00 €
4 Faces	22FACE_003	1 x 200 m²	92,00 €	18 400,00 €
Nettoyage obligatoire des stands (Nu et Equipés)	22NETTOY_001	1 x 200 m²	5,50 €	1 100,00 €
Pack Business	22DIP_001	1	1 260,00 €	1 260,00 €

Total HT : 83 960,00 €

Total TVA : 16 792,00 €

Total TTC : 100 752,00 €

Adresse de facturation

ILE-DE-FRANCE TERRE DE SAVEURS
2 rue Simone VEIL
93400 SAINT OUEN
FRANCE

Total HT: 85 560,00 €

Total TVA: 16 792,00 €

Total TTC: 102 352,00 €

ÉCHÉANCIER DE PAIEMENT**Pour toute inscription du 15/08/2022 au 30/11/2022**

- 1er acompte payable au plus tard le 31/01/2023 : 20% du montant total TTC
- Rétractation possible sans frais jusqu'au 30/11/22
- 2e acompte payable au plus tard le 31/01/2024 : 40% du montant total TTC
- Le solde payable au plus tard le 30/04/2024

Pour toute inscription du 01/12/2022 au 30/11/2023

- Acompte à la signature du dossier : 30% du montant total TTC
- 2e acompte payable au plus tard le 31/01/2024 : 40% du montant total TTC
- Le solde payable au plus tard le 30/04/2024

Pour toute inscription du 1^{er}/12/2023 au 30/04/2024

- 1er acompte payable à la signature du dossier de participation: 70% du montant total TTC
- Le solde payable au plus tard le 30/04/2024

Pour toute inscription à partir 1^{er}/05/2024

- L'intégralité de la participation est due et payable à la signature du dossier de participation
- Les factures correspondantes seront adressées par courrier

- Le chèque est à faire à l'ordre de **SIAL - SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION**

70 avenue du Général de Gaulle - 92058 Paris la Défense cedex - France

Important: Seuls les chèques domiciliés en France sont acceptés.

- Le virement bancaire est à faire à **SIAL - SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION**

- Adresse de la banque :

BNP Paribas / Centre d'Affaires Institutions Associations Fondations Chargée d'Affaires

8-12 rue Sainte Cécile - 75450 Paris Cedex 09

- **Important** : L'avis de virement est à joindre impérativement. Veuillez vous assurer auprès de votre banque que le nom de votre société apparaît en toutes lettres sur les documents afin d'éviter toutes difficultés de reconnaissance de votre paiement. Nous vous rappelons que les frais bancaires sont à la charge de l'émetteur du virement. Vous devez, à cet effet, cocher sur l'ordre de virement la case « OUR » (à notre charge).

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB	Domiciliation
30004	00813	00010620734	51	BNP PARIBAS Paris Etoile Entreprises

IBAN : FR76 3000 4008 1300 0106 2073 451 BIC/SWIFT : BNPAFRPPGA

Nos prestations sont régies en matière de TVA par les Directives 2008/8/CE et 2008/9/CE et les articles 259 1°, 259 2°, 259 A 5°a, 259 A 5° bis. Seuls les exposants français assujettis et exposants étrangers non assujettis sont soumis à la TVA française. Afin de permettre la bonne application de ces Directives lors de la facturation, nous vous remercions de compléter votre numéro de TVA intracommunautaire si votre société fait partie de l'Union Européenne, et/ou de nous transmettre le certificat d'immatriculation de votre société pour l'ensemble des sociétés étrangères.

Engagement

Je demande mon inscription comme exposant à l'évènement Sial Paris 2024 et déclare être dûment habilité et disposer des pouvoirs nécessaires à la contractualisation de la présente inscription.

Je déclare avoir pris connaissance des [conditions générales de participation](#), des [conditions générales de vente des outils de communication](#), du [règlement général des manifestations commerciales](#) dont je possède un exemplaire, et en accepter sans réserve ni restriction toutes les clauses.

Je m'engage également à prendre connaissance de l'ensemble des renseignements concernant le détail de ma participation au salon dans la rubrique « Infos Pratiques » accessible dans l'Espace Exposant depuis le site internet du Salon, et à en respecter toutes les dispositions.

Je reconnais que l'offre d'assurance risques locatifs – dommages aux biens, dont le détail des garanties figure dans le « [Règlement d'assurances](#) », me sera automatiquement facturée par l'Organisateur et ce notamment afin de répondre aux exigences de la société gestionnaire du Site accueillant le Salon.

Pour prétendre à l'annulation et/ou au remboursement du montant ainsi facturé par l'Organisateur au titre de l'assurance risques locatifs – dommages aux biens, je devrai justifier de la souscription d'une police risques locatifs répondant aux conditions exposées à l'article 9.2 des conditions générales de participation, en transmettant à l'Organisateur, au plus tard 10 jours avant le début du montage du Salon, le formulaire « [attestation d'assurance](#) » dûment renseigné, signé et revêtu du cachet de mon assureur.

Comexposium - 70 avenue du Général de Gaulle - F - 92058 Paris la Défense Cedex - Tél : +33(0)1 76 77 11 11 - Fax : +33(0)1 76 77 12 12

SIAL



Paris



19 - 23 OCTOBER 2024
PARIS NORD VILLEPINTE - PARIS

Je reconnais alors que je ne bénéficierai d'aucune des deux garanties composant l'offre d'assurance de l'Organisateur.

Je me porte garant du respect par les sociétés présentes sur mon stand des conditions générales de participation. Je suis responsable de toute violation des dites conditions générales par les sociétés présentes sur mon stand et garantis l'Organisateur contre tous recours, contestation, charges, condamnations et débours divers qui pourraient provenir de ces sociétés relativement à leur participation au Salon.

Je reconnais qu'en cas d'acceptation de ma demande de participation au Salon par l'Organisateur, je serai définitivement tenu de participer au Salon. A défaut, je devrai régler à l'Organisateur, à titre de clause pénale, une somme égale à 100 % du montant total de ma participation au Salon.

ATTENTION : TENTATIVES DE FRAUDES

- Des tiers sont susceptibles d'usurper l'identité de SIAL – SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION et de vous adresser, par tous moyens, des **fausses factures** concernant le salon en vue d'obtenir un paiement de votre part.

COMMENT VOUS PREMUNIR

- Avant d'effectuer tout virement, vérifiez que les coordonnées bancaires sur votre facture correspondent bien à celles figurant sur votre dossier de participation.
- Veuillez noter la seule adresse postale destinée à recevoir des chèques : SIAL – SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION - 70 avenue du Général de Gaulle – 92058 Paris la Défense cedex.
- En cas de doute et avant tout paiement, prenez contact avec votre commercial.

ANNEXE 8

Comptes de référence

Situation intermédiaire

îledeFrance Terre de saveurs

31/05/2023

Ce document contient 11 pages



îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Sommaire

0.1	Bilan Actif	3
0.2	Bilan Passif	4
0.3	Compte de résultat	5
0.4	Bilan actif (Détail)	7
0.5	Bilan passif (Détail)	8
0.6	Compte de résultat (Détail)	9

île de France Terre de saveurs

Actif			Au 31/05/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels				
Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes					
TOTAL		36 024	29 384	6 639	9 230	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL						
Total I		36 024	29 384	6 639	9 230	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	36 038		36 038	116 516
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	364 366		364 366	97 274
	TOTAL		400 405		400 405	213 791
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		535 818		535 818	965 790	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾					216 364	
Total II		936 223		936 223	1 395 946	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		972 247	29 384	942 863	1 405 177	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

îledeFrance Terre de saveurs

Passif		Au 31/05/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	933 228	933 228
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	-254 126	5 346
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-67 703	-259 472
	Situation nette (sous-total)	611 398	679 101
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		611 398	679 101
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	113 000	113 000
	Provisions pour charges	93 963	92 390
	Total III	206 963	205 390
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 302	47 439
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	95 198	97 057
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		3 899
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		372 288
Total IV		124 501	520 685
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		942 863	1 405 177
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

îledeFrance Terre de saveurs

		Du 01/01/2023 Au 31/05/2023 5 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	27 560	27 874
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		120
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	209 909	327 875
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	665 171	1 440 142
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40	930
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	6 424	726
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		909 105	1 797 669
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	669 699	1 276 859
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	20 631	47 993
	Salaires et traitements	199 214	509 506
	Charges sociales	81 403	212 222
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 591	6 468
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	1 695	566
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		975 235	2 053 617
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-66 130	-255 947

îledeFrance Terre de saveurs

		Du 01/01/2023 Au 31/05/2023 5 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 083
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		1 083
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			1 083
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-66 130	-254 864
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 573	4 608
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 573	4 608
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-1 573	-4 608
Participation des salariés aux résultats VII Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		909 105	1 798 752
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		976 808	2 058 225
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-67 703	-259 472
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			88 460
Bénévolat			
Total			88 460
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			88 460
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			88 460

îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Bilan Actif	31/05/2023	31/12/2022	%
Matériel outillage	6 639,40	9 230,59	-28.07
21830000 MATERIEL DE BUREAU	30 535,12	30 535,12	
21840000 MOBILIER	5 488,90	5 488,90	
28183000 AMORT. DU MATERIEL INFORMATIQUE	-25 521,96	-23 229,34	9.87
28184000 AMORT. DU MOBILIER	-3 862,66	-3 564,09	8.38
Total Immobilisations corporelles	6 639,40	9 230,59	-28.07
TOTAL Actif immobilisé	6 639,40	9 230,59	-28.07
Créances clients, usagers et comptes rattachés	36 038,48	116 516,49	-69.07
41110000 CLIENTS	36 038,48	116 516,49	-69.07
Autres	364 366,90	97 274,51	274.58
43870000 ORG. SOCIAUX - PROD A RECEVOIR	734,93	734,92	
44566000 TVA DEDUCTIBLE SUR BIENS & SERVICES	0,00	4 066,55	-100
44566001 TVA DEDUCTIBLE INTRACOMMUNAUTAIRE	11,70	13,18	-11.23
44567000 CREDIT DE TVA	1 541,69	0,00	NS
44583000 TVA SUR FACTURES NON PARVENUES	0,00	567,48	-100
44583001 REMBOURSEMENT DE TVA	0,00	39 130,00	-100
44584000 TVA à régulariser passif	6 922,08	3 759,15	84.14
44711000 TAXE SUR LES SALAIRES	5 156,50	17 971,23	-71.31
46871600 PROD. A REC. REGION FILIERE IAA	0,00	18 880,00	-100
46871700 PROD. A REC. REGION FILIERE PEPI/HORTI	0,00	8 350,00	-100
46871800 PROD. A REC. REGION FILIERE CHAMPIGNON	0,00	3 802,00	-100
46872000 AUTRES PRODUITS A RECEVOIR	350 000,00	0,00	NS
Total Créances	400 405,38	213 791,00	87.29
Disponibilités	535 818,32	965 790,60	-44.52
51210000 BANQUE CREDIT AGRICOLE	277 587,23	445 240,05	-37.65
51250000 BANQUE CREDIT MUTUEL	257 090,77	436 197,98	-41.06
51251000 BANQUE CREDIT MUTUEL - LIVRET BLEU	984,07	80 984,07	-98.78
51252000 BANQUE CREDIT MUTUEL - CB	156,25	100,00	56.25
51260000 BANQUE CRÉDIT DU NORD	0,00	3 268,50	-100
Charges constatées d'avance	0,00	216 364,94	-100
48600000 CHARGES CONSTATEES D AVANCE	0,00	216 364,94	-100
Total Actif circulant	936 223,70	1 395 946,54	-32.93
TOTAL ACTIF	942 863,10	1 405 177,13	-32.9

îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Bilan passif	31/05/2023	31/12/2022	%
Fonds propres complémentaires sans droit de reprise	933 228,34	933 228,34	
10240000 APPORT FUSION COMITE PROMOTION	785 497,52	785 497,52	
10241000 APPORT FUSION CRITT	147 730,82	147 730,82	
Report à nouveau	-254 126,39	5 346,29	NS
11000000 REPORT A NOUVEAU	5 346,29	5 346,29	
12900000 PERTE	-259 472,68	0,00	NS
Résultat de l'exercice	-67 703,16	-259 472,68	-73.91
Résultat de l'exercice	-67 703,16	-259 472,68	-73.91
Sous-total : Situation nette	611 398,79	679 101,95	-9.97
Provisions pour risques	113 000,00	113 000,00	
15180000 AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES	113 000,00	113 000,00	
Provisions pour charges	93 963,00	92 390,00	1.7
15300000 PROVISION POUR INDEMNITE RETRAITE	93 963,00	92 390,00	1.7
Total III	206 963,00	205 390,00	0.77
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	29 302,95	47 439,91	-38.23
40110000 FOURNISSEURS	0,00	24 885,03	-100
40810000 FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES	29 302,95	22 554,88	29.92
Dettes fiscales et sociales	95 198,36	97 057,03	-1.92
42820000 PROVISION POUR CONGES PAYES	35 464,00	39 792,00	-10.88
43100000 URSSAF	18 338,89	4 169,53	339.83
43730000 HUMANIS RETRAITE	5 594,02	5 753,51	-2.77
43733000 GRAS SAVOYE R2A MUTUELLE PREV	5 117,79	8 069,72	-36.58
43820000 PROVISION CHARGES SOCIALES / CP	19 886,00	21 872,00	-9.08
43860000 FORMATION PROF. CONTINUE	30,33	50,27	-39.67
43862000 TAXE APPRENTISSAGE	182,04	452,61	-59.78
44210000 PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE	3 059,76	4 079,73	-25
44520000 TVA DUE INTRACO	11,70	13,18	-11.23
44571000 TVA COLLECTEE 20%	3 528,83	12 804,48	-72.44
44860000 ETAT CHARGES A PAYER	3 985,00	0,00	NS
Autres dettes	0,00	3 899,34	-100
41910000 AVANCES REÇUES SUR COMMANDES	0,00	194,40	-100
41980000 RABAIS, REMISES, RISTOURNES À ACCORDER	0,00	3 404,80	-100
46720200 NDF P.BROUILLAUD	0,00	148,11	-100
46720300 NDF G.HEBERT	0,00	152,03	-100
Produits constatés d'avance	0,00	372 288,90	-100
48710002 PCAV SALON AGRICULTURE	0,00	74 451,00	-100
48710003 PCAV SUBV. RECUE ACTIONS REGION IDF	0,00	297 837,90	-100
Total IV	124 501,31	520 685,18	-76.09
Total passif	942 863,10	1 405 177,13	-32.9

îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Compte de résultat	31/05/2023	31/12/2022	%
Cotisations	27 560,76	27 874,09	-1.12
75600000 ADHESIONS	27 560,76	27 874,09	-1.12
Ventes de biens	0,00	120,27	-100
70700000 VENTES DE MARCHANDISES	0,00	120,27	-100
Ventes de prestations de service	209 909,60	327 875,44	-35.98
70610000 PRODUITS ACTIONS	0,00	17 200,00	-100
70610100 PDTS ACTION SALON DE L'AGRICULTURE	212 437,60	209 431,64	1.44
70610700 PDTS ACTION SIAL	-2 528,00	101 243,80	-102.5
Concours publics et subventions d'exploitation	665 171,24	1 440 142,02	-53.81
74000000 SUBVENTION REGION	350 000,00	1 298 000,00	-73.04
74010000 SUBV REGION AUTRES	0,00	47 591,90	-100
74020000 SUBV ACTIONS REGION IDF	297 837,90	12 846,00	NS
74112010 SUBV CONTRAT FILIERE IAA AXE B.2	0,00	2 577,73	-100
74112020 SUBV CONTRAT FILIERE IAA AXE A	0,00	0,25	-100
74112220 SUBV CONTRAT FILIERE CHAMPIGNONS	0,00	3 802,39	-100
74112230 SUBV CONTRAT FILIERE PEPI HORTI 2022	0,00	8 350,00	-100
74112240 SUBV CONTRAT FILIERE IAA AXE A 2022	0,00	11 620,00	-100
74112250 SUBV CONTRAT FILIERE IAA AXE D3 2022	0,00	7 260,00	-100
74120000 SUBV CHBRE REG AGRICULTURE	10 000,00	30 000,00	-66.67
74130000 SUBVENTION CONV. PARTENARIAT CM	0,00	12 500,00	-100
74140000 SUBVENTION ACTION NATURALITE	0,00	5 593,75	-100
74150000 SUBVENTION AUTRES AIDES	7 333,34	0,00	NS
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de c	40,00	930,66	-95.7
79124000 TRANSFERT DE CHARGES DE PERSONNEL	40,00	930,66	-95.7
Autres produits	6 424,08	726,93	783.73
75810000 PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE	5 965,50	0,00	NS
75820000 GESTION PCT	458,58	726,93	-36.92
<i>Total des produits d'exploitation</i>	<i>909 105,68</i>	<i>1 797 669,41</i>	<i>-49.43</i>
Autres achats et charges externes	669 699,22	1 276 859,57	-47.55
60410300 ACTION CONCOURS ID FOOD	0,00	69 829,26	-100
60410400 COMMUNICATION	14 779,59	14 742,22	0.25
60410500 ACTION FOIRE DE COULOMMIERS	5 750,00	4 572,67	25.75
60410600 AUTRES EVENEMENTS	0,00	23,40	-100
60410700 ACTION SIAL	0,00	255 815,38	-100
60410900 FILIERE BOVINS	0,00	175,00	-100
60411100 FILIERE BLE FARINE PAIN	0,00	39 263,95	-100
60411200 FILIERE PEPI HORTI	31 020,00	22 330,00	38.92
60411400 ACTION BALADE DU GOÛT	0,00	5 350,00	-100
60411500 ACTION FESTIVALS DE LA TERRE	0,00	12 862,04	-100
60411711 SIA 2022	0,00	634 851,98	-100
60411712 SIA 2023	549 382,44	0,00	NS
60411900 FILIERE IAA	660,00	1 751,70	-62.32
60411901 FILIERE IAA - AXE D3	10 067,50	14 929,00	-32.56
60411902 FILIERE IAA - AXE A	112,29	1 359,48	-91.74
60412600 ACTION "PRODUIT EN IDF"	4 746,00	57 561,43	-91.75
60416000 FILIÈRE VENAISON	0,00	30 889,00	-100
60417000 ACTIONS REGION IDF	0,00	675,00	-100
60425000 AMIF	0,00	59,27	-100
60426000 FILIÈRE CHAMPIGNONS	158,40	7 267,23	-97.82
60429000 BIENVENUE À LA FERME (BAF)	1 000,00	1 000,00	
60435000 INNOVATION	0,00	3 355,84	-100
60436000 LES TOQUES	0,00	3 000,00	-100
60630000 FOURNITURES ENTRETIEN - PETIT MATERIEL	0,00	140,49	-100

îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Compte de résultat		31/05/2023	31/12/2022	%
60640000	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 587,40	2 342,94	-32.25
61320000	LOCATIONS IMMOBILIERES	4 569,64	8 380,34	-45.47
61351000	LOCATION COPIEUR	425,45	1 604,39	-73.48
61550000	MAINTENANCE INFORMATIQUE	375,88	5 232,49	-92.82
61561000	MAINTENANCE INFORMATIQUE	250,24	0,00	NS
61563000	MAINTENANCE COMPTA	200,00	0,00	NS
61564000	MAINTENANCE YOOZ	806,93	-1 244,00	-164.87
61570000	MAINTENANCE COMPTABILIT	0,00	200,00	-100
61600000	PRIMES D'ASSURANCE	6 289,26	6 265,11	0.39
62200000	HONORAIRES EXPERT COMPTABLE	15 524,66	36 206,63	-57.12
62210000	HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES	1 500,00	9 476,00	-84.17
62220000	HONORAIRES AVOCATS	11 991,67	350,00	NS
62260000	HONORAIRES	910,00	-4 891,18	-118.6
62261000	HONORAIRES GESTION SOCIALE	2 014,19	12 593,06	-84.01
62510000	FRAIS LIÉS ACTIONS	0,00	1 120,33	-100
62560000	RECEPTIONS INVITATIONS	0,00	4 765,81	-100
62610000	FRAIS POSTAUX	0,00	146,16	-100
62620000	FRAIS TELECOMMUNICATIONS	2 397,51	6 190,64	-61.27
62700000	FRAIS DE BANQUE	1 170,84	3 937,14	-70.26
62780000	FRAIS BANCAIRES	855,73	0,00	NS
62800000	ADHESION COTISATION	1 153,60	2 379,37	-51.52
Impôts, taxes et versements assimilés		20 631,93	47 993,47	-57.01
63110000	TAXE SUR LES SALAIRES	13 005,96	32 046,96	-59.42
63120000	TAXE D APPRENTISSAGE	1 375,60	2 908,09	-52.7
63330000	FORMATION CONTINUE	2 265,37	3 474,42	-34.8
63511000	TP / CET	3 985,00	9 564,00	-58.33
Salaires et traitements		199 214,30	509 506,46	-60.9
64110000	SALAIRES BRUTS	195 827,94	493 718,89	-60.34
64120000	CONGES PAYES	4 910,00	-7 333,43	-166.95
64121000	RTT	-9 238,00	1 469,18	-728.79
64130000	INDEMNITES COMPL.	5 951,66	10 036,29	-40.7
64143000	INDEMNITES RUPTURE CONV.	0,00	7 440,82	-100
64811000	CHEQUES DEJEUNERS	0,00	-152,50	-100
64820000	REMBOURSEMENT TITRE TRANSPORTS	1 762,70	4 327,21	-59.26
Charges sociales		81 403,22	212 222,70	-61.64
64510000	COTISATIONS URSSAF	54 033,46	138 302,64	-60.93
64520000	MUTUELLES	10 573,01	26 715,58	-60.42
64530000	RETRAITE	15 841,46	39 568,00	-59.96
64583000	MEDECINE TRAVAIL	1 100,00	1 831,65	-39.94
64584000	PROV. CHARGES SOCIALES CP	2 905,00	-3 910,32	-174.29
64584500	PROV. CHARGES SOCIALES RTT	-4 891,00	624,06	-883.74
64585000	AGESSA (DROITS D AUTEURS)	0,00	-184,00	-100
64750000	MEDECINE TRAVAIL	110,00	0,00	NS
64880000	AUTRES CH. DE PERSONNEL	1 731,29	9 275,09	-81.33
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 591,19	6 468,52	-59.94
68112000	DOT. AMORT. IMMOBILISATIONS	2 591,19	6 468,52	-59.94
Autres charges		1 695,98	566,63	199.31
65800000	CHARGES DE GESTION COURANTE	252,42	566,63	-55.45
65880000	CHARGES DIVERSES GESTION COURANTE	1 443,56	0,00	NS
<i>Total des charges d'exploitation</i>		<i>975 235,84</i>	<i>2 053 617,35</i>	<i>-52.51</i>
<i>Résultat d'exploitation</i>		<i>-66 130,16</i>	<i>-255 947,94</i>	<i>-74.16</i>
Produits financiers autres intérêts et produits assimilés		0,00	1 083,26	-100
76400000	REVENUS DES VMP	0,00	1 083,26	-100

îledeFrance Terre de saveurs

Période du 01/01/2023 au 31/05/2023 (Situation)

Compte de résultat	31/05/2023	31/12/2022	%
Total des produits financiers	0,00	1 083,26	-100
Résultat financier	0,00	1 083,26	-100
Résultat courant avant impôt	-66 130,16	-254 864,68	-74.05
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 573,00	4 608,00	-65.86
68750000 DOTATION AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 573,00	4 608,00	-65.86
Total des charges exceptionnelles	1 573,00	4 608,00	-65.86
Résultat exceptionnel	-1 573,00	-4 608,00	-65.86
Total des produits	909 105,68	1 798 752,67	-49.46
Total des produits	909 105,68	1 798 752,67	-49.46
Total des produits	909 105,68	1 798 752,67	-49.46
Total des charges	976 808,84	2 058 225,35	-52.54
Total des charges	976 808,84	2 058 225,35	-52.54
Total des charges	976 808,84	2 058 225,35	-52.54
Excédent ou déficit	-67 703,16	-259 472,68	-73.91

ANNEXE 9

Comptes de l'association au 31 décembre 2021



ÎLE DE FRANCE TERRE DE SAVEURS

Association Loi 1901

2, rue Simone Veil
93400 SAINT-OUEN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Le 20 juin 2022



ÎLE DE FRANCE TERRE DE SAVEURS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association ÎLE DE FRANCE TERRE DE SAVEURS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de L'Association ÎLE DE FRANCE TERRE DE SAVEURS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre
RCS B 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

C'est dans ce contexte complexe et évolutif qu'en application des dispositions des Articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les documents adressés aux membres de votre Association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de L'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider L'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de L'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 20 juin 2022.



BDO / BIF

Représentée par Jean-Marc ROMILLY

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

îledeFrance Terre de saveurs

Actif			Au 31/12/2021			Au 31/12/2020
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	31 520	20 324	11 195	17 146
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL		31 520	20 324	11 195	17 146	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres				
TOTAL						
Total I			31 520	20 324	11 195	17 146
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 677		4 677	22 362
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	513 641		513 641	617 507
	TOTAL		518 318		518 318	639 870
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		1 243 383		1 243 383	1 080 245	
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		98 784		98 784	90 488	
Total II			1 860 486		1 860 486	1 810 603
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			1 892 007	20 324	1 871 682	1 827 750
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

îledeFrance Terre de saveurs

Passif		Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	933 228	933 228
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	3 727	-3 668
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	1 618	7 396
	Situation nette (sous-total)	938 574	936 955
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		938 574	936 955
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	113 000	113 000
	Provisions pour charges	87 782	78 224
	Total III	200 782	191 224
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 774	164 534
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	96 018	133 827
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 584	456
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	567 947	400 752
Total IV		732 325	699 570
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 871 682	1 827 750
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

île de France Terre de saveurs

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	27 874	32 247
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	4 424	213 110
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 417 506	1 882 629
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 271	25 252
	Utilisations des fonds dédiés		50 000
	Autres produits	1 709	12 419
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 460 785	2 215 658
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	453 706	1 238 432
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	65 166	60 136
	Salaires et traitements	651 925	637 592
	Charges sociales	259 915	259 949
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 166	13 259
	Dotations aux provisions		3 433
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	11 805	4 214
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 449 687	2 217 019
1. Résultat d'exploitation (I-II)		11 098	-1 360

îledeFrance Terre de saveurs

		Du 01/01/2021 Au 31/12/2021 12 mois	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	392	484
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	392	484
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		392	484
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		11 490	-875
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	10 000	11 377 1 683 35 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	10 000	48 060
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	313 19 558	29 788 10 000
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	19 871	39 788
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-9 871	8 272
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 471 177	2 264 203
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 469 558	2 256 807
EXCÉDENT OU DÉFICIT		1 618	7 396
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		83 671	22 522
Bénévolat			
Total		83 671	22 522
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		83 671	22 522
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		83 671	22 522



KPMG Entreprises
Région Paris et Centre
24-26 Cours du Danube
77706 Marne la Vallée Cedex 4
France

Téléphone : +33 (0)164633540
Télécopie : +33 (0)164633542
Site internet : www.kpmg.fr

Association Ile de France Terre de saveurs

***Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
31/12/2021
Montants exprimés en EUR***

juin 2022
Ce rapport contient 22 pages

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association a quatre missions principales :

- Promotion au travers d'actions collectives
- Qualité et développement des produits agricoles et alimentaires de proximité dont les bio
- Interface avec les secteurs de la production, filières de transformation, de la restauration et interface avec les réseaux distribution de manière à répondre à l'attente citoyenne de sécurité et d'approvisionnement de proximité, en s'appuyant sur l'évolution réglementaire et technologique, l'innovation, la qualité et la sécurité des aliments et de la nutrition.
- Informer sur la provenance et sur l'élaboration des produits du territoire »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



2 Nature et périmètre des activités réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Missions d'intérêt général visant à mettre en valeur les atouts de la région Ile-de-France en matière d'alimentation (production, transformation, distribution, formation, savoir-faire).

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

Aucun investissement réalisé directement lié aux actions des activités décrites au paragraphe précédent.
Les investissements réalisés sur l'exercice correspondent à des besoins de fonctionnement (Cf. paragraphe 6.1.1)

— Ressources humaines

Globalement, l'effectif moyen est resté relativement stable sur l'exercice.

Les charges de personnel (salaires brutes et charges sociales) représentent cette année un montant global de 912 K€ soit 62% de nos produits d'exploitation.

— Autres moyens/dépenses engagées

- a. Actions : le coût d'activité lié aux actions représente cette année un montant total de 306 K€ (toutes actions confondues) soit 21% de nos produits d'exploitation.
- b. Formation : NC
- c. Communication : le coût lié à ce type de dépenses est inhérent et inclus principalement dans le coût des actions réalisées par notre entité.
- d. Entretien général/dépense de fonctionnement : les coûts de structure (hors charge de personnel, hors dépenses liées aux actions et hors coût des locaux) représentent cette année un montant global de 167 K€ soit environ 11% de nos produits d'exploitation.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Hors impact COVID-19, nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

Impact COVID-19 :

L'association a été impactée par l'épidémie du Covid-19 de la manière suivante :

L'activité de l'association a été impactée à travers l'annulation de certains événements (Salon de l'Agriculture notamment).

Compte tenu de ce contexte sanitaire et de l'annulation du Salon de l'Agriculture, l'association n'a pas eu la possibilité de réaliser l'ensemble de ses actions, cette situation a entraîné le report d'une partie de la subvention Région à hauteur de 180 K€ (cf. 6.7.1.1).

Malgré cette situation, l'association n'a pas subi de conséquences financières significatives.

Elle n'a pas sollicité de reports (charges sociales, loyers ou autres) et n'a pas bénéficié de concours financiers exceptionnels.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	34 475	1 529	4 484	31 520
Immobilisations financières				
Total	34 475	1 529	4 484	31 520

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	17 328	7 166	4 169	20 325
Immobilisations financières				
Total	17 328	7 166	4 169	20 325

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	Linéaire	3 à 5 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions sur d'autres créances

Subventions à recevoir :

Ils s'élèvent à 447 900 € et correspondent au solde de la subvention 2021 de la Région Ile-de-France.

Autres produits à recevoir :

Ils s'élèvent à 16 692 € et se décomposent de la manière suivante :

- Factures à établir = 1 723 €
- Contrats filières = 13 945 €
- Divers produits à recevoir = 1 024 €

6.2.1.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 98 785 € et sont toutes relatives à des charges d'exploitation :

- Salon SIA 2022 = 81 412 €
- ID FOOD 2022 = 14 783 €
- Frais généraux = 2 590 €

6.3 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	4 235		4 235	
Immobilisations financières				
Total	4 235		4 235	

Les évènements qui ont conduit à comptabiliser / reprendre la(les) dépréciation(s) sont les suivants :

— Au 31/12/2021, le montant des créances considérées comme « douteuses » a été actualisé.

6.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	933 228				933 228
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	(3 668)	7 396			3 728
Excédent ou déficit de l'exercice	7 396	(7 396)	1 619		1 619
Situation nette	936 955	-	1 619		938 575
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	936 955				938 575

6.5 Tableaux de variation des provisions risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	78 224		9 558				87 782
Provisions pour charges	113 000		10 000	10 000			113 000
Total	191 224		19 558	10 000			200 782

Le poste provision pour risques correspond à un litige né en 2019 toujours en cours au 31/12/2021.

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	87 782		87 782
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Pour mémoire : le CRITT IAA avait apporté une provision pour engagement de départ en retraite. Cette provision a été mise à jour fin décembre 2021 en intégrant les salariés du Comité de promotion et les nouveaux embauchés de l'association.

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l'exercice au 31/12/2021, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée, a été estimé à 99 154 €.

Comme l'année précédente, notre association a souhaité prendre en compte dans le calcul au 31/12/2021, les hypothèses de départs sur N+1 de salariés arrivant à l'âge légal de départ à la retraite (62 ans), soit un complément de provision estimée à 20 000 €.
Le montant total ainsi estimé a donc été porté à un total de 119 154 € au 31/12/2021.

Cet engagement se décompose de la façon suivante :

- Externalisation des IFC auprès d'ANTARIUS à hauteur de 31 372 € ;
- Engagement restant à la charge de l'association et comptabilisé en provision pour risques et charges pour le montant de 87 782 € au 31/12/2021.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes selon la recommandation ANC n°2013-02.

6.6 Dettes

6.6.1 Précisions sur d'autres dettes

Les charges à payer s'élèvent à 130 287 € et se décomposent de la manière suivante :

- Factures non parvenues : 49 669 €
- Avoirs à établir : 1 504 €
- Charges fiscales et sociales : 79 114 €

6.6.1.1 Produits constatés d'avance

Ils s'élèvent à 567 948 € et se décomposent de la manière suivante :

- Subvention reçue actions Région : 310 684 €
- Subvention reçue Manif.&Struct. Des filières : 47 592 €
- Report subvention reçue fonctionnement Région : 180 000 €
- Facturation Salon de l'Agriculture 2022 : 29 672 €

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	4 677 513 641 98 785	4 677 513 641 98 784		Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	 65 775 96 019 2 584 567 948	 65 775 96 019 2 584 567 948		
TOTAL	617 103	617 103		TOTAL	732 326	732 326		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Ventilation des produits d'exploitation

(€)	Montant
<i>Produits d'exploitation</i>	
— Cotisations	27 874
— Ventes de prestations de service	4 424
— Subventions d'exploitation	1 417 506
— Autres produits	10 981

7.2 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel ressort à hauteur de – 9 871 €.

Il est composé de :

- Reprise provision pour risques et charges : 10 000 €
- VNC des immobilisations sorties : - 314
- Ajustement de la provision indemnités retraite : - 9 558 €
- Dotation aux provisions pour risques et charges : - 10 000 €

7.3 **Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- Les motifs de notre décision sont les suivantes :
 - La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
 - Les principaux financements de notre association proviennent de la Région Ile-de-France qui nous fait bénéficier aussi d'une contribution volontaire en nature avec la mise à disposition gratuite de locaux sur son siège de Saint-Ouen/

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Offerte :</i> <i>Locaux mis à disposition Influence 2</i> <i>À Saint-Ouen 150 M² du 01/01/2021 au 31/12/2021</i>	Fonction de la surface occupée et des prestations à disposition	83 672 €



7.3.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

—	— CAC 1	— CAC 2
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	— 9 500 €	— Na
— Au titre d'autres prestations	— Na	— Na
— Honoraires totaux	— 9 500 €	— Na



8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 *Impôt sur les bénéfices*

L'association n'a pas d'impôt sur les bénéfices à payer. Cette année encore, elle bénéficie du report en avant de ses déficits antérieurs cumulés.

Le total des déficits restant à reporter au 31/12/2021 ressort à 159 104 €

9 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

9.1 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Les dirigeants (président, trésorier et secrétaire) de l'association interviennent en qualité de bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération de la part de l'association.

10 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	Personnel salarié
Cadres	6
Agents de maîtrise et Techniciens	5
Employés	1
Ouvriers	-
Total	12

ANNEXE 10

Comptes de l'association au 31 décembre 2022



Association Ile-de-France Terre de saveurs



Présentation du projet des comptes clos le
31 décembre 2022
Vos chiffres clés de l'activité

Conseil d'administration du 10 mai 2023

La synthèse de votre activité

IDF TERRE DE SAVEURS - Synthèse de l'activité						
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation	Variation en %
Cotisations		27 874	27 874	32 247		
Ventes de biens et services	1	327 996	4 424	213 111	323 572	7314%
Produits de tiers financeurs	2	1 440 142	1 417 506	1 882 629	22 636	2%
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		931	9 272	25 252	-8 341	-90%
Utilisations des fonds dédiés				50 000		
Autres produits		727	1 709	12 420	-982	-57%
Produits d'exploitation		1 797 669	1 460 785	2 215 659	336 884	23%
Marchandises consommées						
Autres achats et charges externes	3	-1 276 860	-453 706	-1 238 432	-823 153	-181%
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		-47 993	-65 167	-60 137	17 173	26%
Salaires, traitements	3	-509 506	-651 926	-637 593	142 420	22%
Charges Sociales		-212 223	-259 916	-259 950	47 693	18%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations et aux provisions		-6 469	-7 166	-16 693	698	10%
Report en fonds dédiés						
Autres charges		-567	-11 805	-4 214	11 239	95%
Charges d'exploitation		-2 053 617	-1 449 687	-2 217 019	-603 930	-42%
Résultat d'exploitation		-255 948	11 098	-1 360	-267 046	-2406%
Produits financiers		1 083	392	485	691	176%
Charges financières						
Produits exceptionnels			10 000	48 061	-10 000	-100%
Charges exceptionnelles		-4 608	-19 872	-39 788	15 264	77%
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices						
Excédent ou déficit		-259 473	1 619	7 396	-261 091	-16130%
Contributions volontaires en nature		88 460	83 672	22 523	4 789	6%
Charges des contributions volontaires en nature		88 460	83 672	22 523	4 789	-6%

Commentaires
<p>1 - En 2021, le SIA avait été annulé à cause de la crise sanitaire. L'année 2022 marque un retour à la normale avec notamment la réalisation de 2 Salons : le SIA et le SIAL qui font passer les produits d'activité à un total de 327 996 €.</p>
<p>2 - IDF TS a vu la subvention de fonctionnement annuelle de la Région Ile-de-France diminuer en 2022 mais la baisse a été compensées par les subventions reportées suite aux annulations dues à la crise sanitaire pour atteindre 1 440 142 €.</p>
<p>3 - Les actions réalisées par IDF TS ont été en forte hausse et ont retrouvé un niveau supérieur à l'exercice 2020 (N-2). Le résultat déficitaire sur l'exercice de 259 473 € avait été voté à l'unanimité en Assemblée générale pour faire baisser le fonds de réserve.</p> <p>Le poste des "autres achats et charges externes" ressort donc à 1 276 860 € en 2022 et s'explique notamment par les dépenses d'actions (dont événements SIA et SIAL). A noter que sur l'exercice 2022, à la différence de 2020, il n'y a plus dans ce poste le paiement de loyer de 2020 (100K€) qui est à zéro depuis l'installation à Saint-Ouen-sur-Seine.</p>



© 2023 KPMG ESC & GS, société d'exercice libéral par actions simplifiée et société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG.

Les charges externes

IDF TERRE DE SAVEURS - Evolution des charges externes						
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation	Variation en %
Achats autres	1	1 184 147	310 124	993 463	874 023	282%
Sous-traitance						
Location et charges locatives		9 985	10 073	103 643	-88	-1%
Entretien et réparation		4 188	6 185	25 651	-1 997	-32%
Assurances	2	6 265	8 574	8 529	-2 309	-27%
Honoraires		53 735	101 868	78 632	-48 134	-47%
Publicité			83	98	-83	
Déplacement et réception		5 886	4 757	12 666	1 129	24%
Frais postaux et telecom		6 337	6 811	13 763	-475	-7%
Frais bancaires		3 937	1 888	103	2 049	109%
Autres		2 379	3 342	1 886	-963	-29%
Total		1 276 860	453 706	1 238 432	823 153	181%

Commentaires

1 - La forte hausse par rapport à N-1 s'explique principalement par les dépenses SIA et SIAL sur 2022 (néant sur 2021).

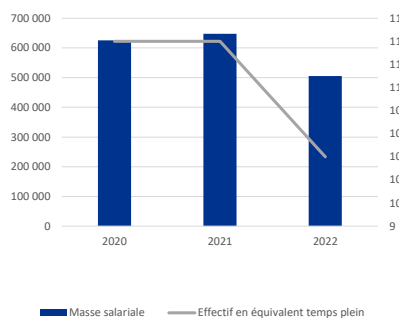
A noter que le niveau des actions sur l'exercice est même supérieur à l'exercice 2020 (+191 K€).

2 - La baisse des honoraires s'explique par la reprise des provisions 2021 qui étaient liées à une anticipation d'honoraires juridiques prévisionnels sur contentieux, actualisation des statuts et du règlement intérieur, et à la digitalisation de la comptabilité. Dépenses qui pour la majeure partie n'ont pas eu lieu.

A noter que les frais de structure ont été en baisse constante depuis la modernisation de l'organisation interne et l'installation au siège de la Région.

La masse salariale

IDF TERRE DE SAVEURS - Evolution des charges de personnel						
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation	Variation en %
Masse salariale	1	505 332	647 572	625 437	-142 241	-22%
Charges patronales		254 827	318 530	321 061	-63 704	-20%
Taux de charges		50%	49%	51%	1 pts	3%
Effectif en équivalent temps plein		10	11	11	-1	-9%
Salaire moyen		50 533	58 870	56 858	-8 337	-14%
Personnel intérimaire						
Participation des salariés						



Commentaires

1 - Malgré un volume d'activité en hausse sur 2022, la masse salariale a baissé ce qui s'explique par une politique de recrutement ajustée. Les recrutements ont été par ailleurs gelés à la rentrée 2022.

Les autres éléments du résultat

IDF TERRE DE SAVEURS - Présentation des autres éléments du résultat							Commentaires
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation	Variation en %	
Impôts et taxes (hors taxes liées aux salaires)		-9 564	-10 906	-11 181	1 342	-12%	1 & 2 A l'instar de 2021, le résultat exceptionnel correspond à l'actualisation de la provision retraite au 31.12, fruit de pratiques héritées de la fusion du CRITT et du comité de promotion en 2007.
Aides financières						-12%	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations et aux provisions		-6 469	-7 166	-16 693	698	10%	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		931	9 272	25 252	-8 341	-90%	
Autres charges		-567	-11 805	-4 214	11 239	95%	
Résultat d'exploitation		-255 948	11 098	-1 360	-267 046	-2406%	
Produits financiers		1 083	392	485	691	176%	
Charges financières							
Produits exceptionnels	1		10 000	48 061	-10 000	-100%	
Charges exceptionnelles	2	-4 608	-19 872	-39 788	15 264	77%	
Impôts sur les bénéfices							
Excédent ou déficit		-259 473	1 619	7 396	-261 091	-16130%	

Votre bilan : actif

IDF TERRE DE SAVEURS - BILAN ACTIF					
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles		9 231	11 195	17 147	-1 965
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Actif immobilisé		9 231	11 195	17 147	-1 965
Stocks et encours					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1	116 516	4 677	22 363	111 839
Créances reçues par legs et donations					
Autres	2	97 275	513 641	617 508	-416 367
VMP					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3	965 791	1 243 383	1 080 245	-277 593
Charges constatées d'avance		216 365	98 785	90 488	117 580
Actif circulant		1 395 947	1 860 487	1 810 604	-464 540
Frais d'émission des emprunts Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion Actif					
Total Actif		1 405 177	1 871 682	1 827 751	-466 505

Commentaires
1 - L'augmentation des créances client s'explique principalement par la facturation du SIA 2023 en avance (neutralisée en produits constatés d'avance).
2 - L'évolution du poste "Autres" s'explique parce que nous avons en 2021 le solde de la subvention Région comptabilisée en "Subvention à Recevoir" pour 447 000 €. Celui-ci a été reçu en 2022.
3 - La baisse des disponibilités est le reflet de l'exercice 2022, conformément à ce qui avait été acté en Assemblée générale le 22 juin; conséquence du maintien du haut niveau d'activité.



Votre bilan : passif

IDF TERRE DE SAVEURS - BILAN PASSIF					
en €	Notes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	Variation
Fonds propres sans droit de reprise		933 228	933 228	933 228	
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart des réévaluation					
Réserves et Report à nouveau		5 346	3 728	-3 669	1 619
Résultat de l'exercice	1	-259 473	1 619	7 396	-261 091
Situation nette		679 102	938 575	936 956	-259 473
Fonds propres consommables					
Subvention d'investissement					
Provisions réglementées					
Autres fonds propres					
Fonds propres		679 102	938 575	936 956	-259 473
Fonds dédiés					
Provisions pour risques et charges		205 390	200 782	191 224	4 608
Emprunts					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		47 440	65 775	164 534	-18 335
Dettes des legs ou donations					
Autres dettes		100 956	98 603	134 284	2 353
Instruments de trésorerie					
Produits constatés d'avance	2	372 289	567 948	400 752	-195 659
Dettes					-207 032
Ecart de conversion Passif					
Total Passif		1 405 177	1 871 682	1 827 751	-466 505

Commentaires
1 - Le maintien des actions malgré la baisse des financements entraine un déficit de 259 473 € ramenant la situation nette d'IDF TS à 679 102 € au 31.12.2022, conformément au plan budgétaire voté en Assemblée générale le 22 juin dernier.
2 - L'évolution des produits constatés d'avance s'explique principalement par l'intégration sur l'exercice 2022 de la reprise des subventions non consommées des exercices 2020 et 2021.

Contacts



Cyril LACAPERE, Paris La Défense

Tél. 06.17.98.73.44
clacapere@kpmg.fr

Marie-France DUBORD, Meaux

Tél. 06.23.02.26.32
mfdubord@kpmg.fr

Kpmg-pulse.fr



Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2022 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG. [Imprimé en France] [A usage interne].

Crédit photos : Shutterstock, iStock, Gettyimages, freepik, Unsplash.

ANNEXE 11

Liste des contrats de travail en cours dans l'Association

- Office manager (CDI)
- Webmaster et community manager (CDI)
- Directrice (CDI)
- Conseiller technologie (CDI)
- Chef de projets événementiels (CDI)
- Chef du département Innovation & qualité (CDI)
- Chargée de communication (CDI)
- Chargée de mission à la marque « Produit en Ile-de-France » (CDI)